



CONSEIL COMMUNAL DU 31 MARS 2022
GEMEENTERAAD VAN 31 MAART 2022

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Didier Gosuin, *Président/Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Elise Willame, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois,
Échevin-e-s/Schepenen ;
Michel Blampain, Jeannine Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc
Vandame, Jeremy Van Gorp, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine,
Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, François Lebovy,
Carinne Lenoir, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Alain Lefebvre, Lieve Jorens, *Échevin-e-s/Schepenen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya,
Nathalie Wyns, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

31.03.2022/A/0001

Secrétariat

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 24.02.2022 - Approbation

LE CONSEIL,
Vu la nouvelle loi communale, les articles 108 et 108bis ;
Vu son règlement d'ordre intérieur, les articles 49, 50 et 51 ;
Vu le projet de procès-verbal ;
DECIDE
d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 24.02.2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
23 votants : 23 votes positifs.

Secretariaat

Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 24.02.2022 - Goedkeuring

DE RAAD,
Gelet op het nieuwe gemeentewet, artikelen 108 en 108bis
Gelet op zijn huisoudelijke reglement, artikelen 49, 50 en 51 ;
Gelet op het voorstel van proces-verbaal ;
BESLIST
om het proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad op 24.02.2022 goed te
keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
23 stemmers : 23 positieve stemmen.

Communications : Liste des marchés passés par procédure négociée.

LE CONSEIL,

Vu les articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant la passation des marchés suivants par le Collège :

- **#002/08.02.2022/B/0004#** - Acquisition de réservoirs (cuves IBC) destinés à récolter les eaux de pluies pour les potagers (point N° 12 du budget partagé d'Auderghem) - marché de fourniture de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense et désignation de l'adjudicataire
- **#002/08.02.2022/B/0025#** - Activités parascolaires - Séjour en classes de neige pour l'année 2022 - Marché public par procédure négociée sans publicité - Désignation du prestataire de services.
- **#002/08.02.2022/B/0051#** - Attribution d'un marché par procédure négociée sans publicité - Réception 2022 - Plateaux sandwichs
- **#002/08.02.2022/B/0057#** - Crèches communales "Les Oursons", "Les Mômes" et "Les Poneys" - Achat de 3 fours micro-ondes - Marché de faible montant sur facture acceptée.
- **#002/15.02.2022/B/0003#** - Achat d'un marteau burineur pour les maçons - Marché de fournitures de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/15.02.2022/B/0007#** - Acquisition d'outillage voirie - Marché de fournitures par procédure négociée sans publication préalable - Fixation des conditions - Approbation du CSC et de la dépense - Désignation des firmes à consulter
- **#002/15.02.2022/B/0012#** - Fourniture de matériel pour les balayeurs - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Approbation du cahier des charges et de la dépense - Désignation des firmes à consulter
- **#002/15.02.2022/B/0013#** - Fourniture de produits d'entretien pour le Service Voirie - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Approbation du cahier des charges et de la dépense - Désignation des firmes à consulter
- **#002/15.02.2022/B/0017#** - Upgrade de l'alarme intrusion du service Finance de la Maison Communale - marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/15.02.2022/B/0028#** - Activités parascolaires - Séjour en classes de nature pour l'année 2022 - Marché public par procédure négociée sans publicité - Désignation du prestataire de services.
- **#002/15.02.2022/B/0083#** - Crèche communale "Les Oursons" - Achat d'un lave-vaisselle professionnel - Marché de faible montant sur facture acceptée.
- **#002/15.02.2022/B/0094#** - Marché de services relatif à une mission complète d'architecture relative aux travaux nécessaires à la réoccupation comme logement à vocation sociale d'une maison unifamiliale sise Avenue Isidore Geyskens 10 à 1160 Auderghem
- **#002/22.02.2022/B/0004#** - Achat de matériel de plomberie - Marché conjoint - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/22.02.2022/B/0009#** - Acquisition de 4 jeux de dossiers et assises

destiné à remettre en état les bancs du centre de la place Pinoy - marché de travaux de faible montant par facture acceptée - approbation de la dépense - désignation de l'adjudicataire

- **#002/22.02.2022/B/0013#** - Fourniture d'asphalte à froid - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Approbation du cahier des charges - Désignation des firmes à consulter
- **#002/01.03.2022/B/0012#** - Entretien du nettoyeur haute pression du garage - approbation de la dépense - désignation de l'adjudicataire
- **#002/01.03.2022/B/0019#** - Remplacement des portes et châssis des sanitaires fille et garçon au cs du Pré des Agneaux (phase 3) - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/01.03.2022/B/0020#** - Réparation de l'ascenseur de la crèche des Mômes - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/01.03.2022/B/0022#** - Abonnement à l'Encyclopaedia Universalis en ligne - marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - désignation du fournisseur
- **#002/01.03.2022/B/0034#** - Institut Auderghemois de Promotion Sociale - Achat de panneaux d'affichage - Marché de faible montant sur simple facture acceptée.
- **#002/01.03.2022/B/0054#** - Marché de services ayant pour objet : "Réalisation de l'inventaire du patrimoine arboré du territoire communal d'Auderghem (PAC Volet 2 - 2021) " (ENV/01-2022) - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense et des documents du marché - Choix des prestataires à consulter
- **#002/01.03.2022/B/0072#** - Remplacement de la porte de secours du parking au Centre sportif - Marché de travaux de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/01.03.2022/B/0092#** - Etude de stabilité concernant un immeuble sis Chaussée de Wavre 1582 - Marché de faible montant - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/01.03.2022/B/0103#** - Marché public de services de faible montant ayant pour objet : "L'élaboration d'un inventaire amiante préalable à la réalisation des travaux Boulevard du Triomphe 160 " - Choix des prestataires invités à remettre offre et fixation des conditions du marché
- **#002/01.03.2022/B/0113#** - Impression et reliure des registres des assemblées communales pour l'année 2021 - Marché de service de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/08.03.2022/B/0009#** - Fourniture de matériel pour l'entretien et les réparations des véhicules - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/08.03.2022/B/0010#** - Mise en peinture des classes et couloirs au cs du Souverain - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/08.03.2022/B/0011#** - Placement de cloison et portes RF au cs du Pré des Agneaux - Marché de faible montant - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/08.03.2022/B/0013#** - Remplacement de revêtement de sol dans deux classes du cs du Souverain - Marché de faible montant - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/08.03.2022/B/0018#** - Achat de matériel informatique pour la

bibliothèque du centre - procédure négociée sur simple facture acceptée - désignation des fournisseurs

- #002/08.03.2022/B/0071# - Illuminations de Noël - Marché par procédure négociée sans publicité - Attribution
- #002/08.03.2022/B/0077# - Marché d'un montant 30.000 Euros à 140.000 Euros - PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICATION PREALABLE - Achat d'équipements vestimentaires et de matériels/accessoires pour les Gardiens de la Paix, marquage compris - CSC n°1/2022.
- #002/15.03.2022/B/0012# - Remplacement du revêtement de sol des locaux du pavillon des Arums - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter
- #002/15.03.2022/B/0013# - Rénovation et réaménagement de la plaine de jeux de la Houlette - Marché de travaux par procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense et du CSC - Désignation des firmes à consulter

PREND ACTE :

- de la passation des marchés de moins de 139.000€ susmentionnés ;
- des décisions du Collège échevinal s'y rapportant.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives, ainsi qu'à l'attention du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

Secretariaat

Mededelingen : Lijst van opdrachten gegund via onderhandelingsprocedure.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 234 tot 236 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de volgende opdrachten gegund werden door het Schepencollege:

- #002/08.02.2022/B/0004# - Aankoop van vaten (IBC containers) om regenwater op te vangen voor de moestuinen (punt n°12 van de gedeelde begroting van Oudergem) - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder
- #002/08.02.2022/B/0025# - Buitenschoolse activiteiten - Sneeuwschoolreis voor het jaar 2022 - Overheidsopdracht geplaatst via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Aanwijzing van de dienstverlener.
- #002/08.02.2022/B/0051# - Gunning van een opdracht via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Receptie 2022 - Broodjesbakjes
- #002/08.02.2022/B/0057# - Gemeentelijke kribben "Les oursons", "Les Mômes" en "Les Poneys" - Aankoop van 3 microgolfoven - overheidsopdracht van beperkte waarde
- #002/15.02.2022/B/0003# - Aankoop van een boorhamer voor de metsers - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder
- #002/15.02.2022/B/0007# - Aankoop van gereedschap voor de dienst

Wegenis - Overheidsopdracht voor leveringen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van het BLB en de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's

- **#002/15.02.2022/B/0012#** - Aankoop van materiaal voor de straatvegers - Overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van het bijzonder lastenboek en de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's
- **#002/15.02.2022/B/0013#** - Levering van diverse onderhoudsproducten voor de Dienst Wegenis - Overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van het bijzonder bestek en de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's
- **#002/15.02.2022/B/0017#** - Upgrade van het inbraakalarm in de Dienst Financien van het gemeentehuis - opdracht met beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Gunning van de opdracht
- **#002/15.02.2022/B/0028#** - Buitenschoolse activiteiten - Verblijf in taallessen voor het jaar 2021 - Openbare wandeling via een onderhandelingsprocedure zonder reclame - Aanwijzing van de dienstverlener.
- **#002/15.02.2022/B/0083#** - Gemeentelijke kribben "Les oursons - Aankoop van een professionele afwasmachine - overheidsopdracht van beperkte waarde
- **#002/15.02.2022/B/0094#** - Opdracht voor de aanstelling van een architect voor het ontwerp van en het toezicht op de uitvoering van de werkzaamheden die nodig zijn voor het opnieuw in gebruik nemen als sociale woning van een eengezinswoning gelegen aan de Isidore Geyskenslaan 10 te 1160 Oudergem
- **#002/22.02.2022/B/0004#** - Aankoop van materiaal voor de loodgieters - Gezamenlijke opdracht - Overheidsopdracht voor leveringen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/22.02.2022/B/0009#** - Aankoop van 4 sets rugleuningen en zitgedeelten om de banken op het midden van het Pinoyplein op te knappen - Overheidsopdracht voor werken van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/22.02.2022/B/0013#** - Levering van koudasfalt - Overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van het bijzonder bestek - Aanduiding van de te raadplegen firma's
- **#002/01.03.2022/B/0012#** - Onderhoud van de hogedrukreiniger van de garage - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/01.03.2022/B/0019#** - Vervanging van de vensters van de jongens en meisjestoiletten op de "cs du Pré des Agneaux" (fase 3) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer
- **#002/01.03.2022/B/0020#** - Herstelling van de lift in de kribbe "les Mômes" - Overheidsopdracht van Beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgaven - Aanduiding van de opdrachtnemer
- **#002/01.03.2022/B/0022#** - Abonnement op Encyclopaedia Universalis on line - onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur - aanduiding van de aanbesteder
- **#002/01.03.2022/B/0034#** - "Institut Auderghemois de Promotion Sociale" - Aankoop van aanplakborden - overheidsopdracht van beperkte waarde op aangename factuur

- **#002/01.03.2022/B/0054#** - Overheidsopdracht voor diensten met als voorwerp "Opmaak van de inventaris van het bomenpatrimonium op het gemeentelijk grondgebied van Oudergem (PAC Deel 2 - 2021)" (ENV/01-2022) - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave en van de opdracht documenten - Selectie van de adviseurs
- **#002/01.03.2022/B/0072#** - Vervanging van de nooddeur van de parkeerplaats bij het Sportcentrum - Overheidsopdracht van werken van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgaven - Aanwijzing van de begunstigde
- **#002/01.03.2022/B/0092#** - Stabiliteitsstudie van een gebouw gelegen te Waverstraat 1582 - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Aanwijzing van de begunstigde
- **#002/01.03.2022/B/0103#** - Overheidsopdracht voor diensten (opdracht van beperkte waarde) met als voorwerp : Opmaak van een asbestinventaris vóór de uitvoering van de werkzaamheden aan de Triomflaan 160 - Selectie van de ondernemers en bepaling van de voorwaarden van het bestek
- **#002/01.03.2022/B/0113#** - Drukken en inbinden van de registers van de gemeenteraadsvergaderingen van 2021 - Dienstverleningscontract van geringe waarde per geaccepteerde factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanwijzing van de begunstigde
- **#002/08.03.2022/B/0009#** - Levering van materiaal voor het onderhoud en herstellingen van de voertuigen - Overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/08.03.2022/B/0010#** - Schilderen van de klassen en gangen in de Souverain cs - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Aanduiding vande opdrachtnemer
- **#002/08.03.2022/B/0011#** - Plaatsing van scheidingswanden en RF-deuren in de Pré des Agneaux cs - Overheidsopdracht van Beperkte waarde - Aanduiding van de opdrachtnemer
- **#002/08.03.2022/B/0013#** - Vervanging van de vloerbedekking in twee klassen van de cs du Souverain - Opdracht met beperkte waarde - Aanduiding van de opdrachtnemer
- **#002/08.03.2022/B/0018#** - Aankoop van computerapparatuur voor bibliotheken - onderhandelingsprocedure op eenvoudige factuur aanvaard - aanwijzing van leveranciers
- **#002/08.03.2022/B/0071#** - Kerstverlichting - opdracht gegund via onderhandelingsprocedure zonder reclame - Toekenning
- **#002/08.03.2022/B/0077#** - Overheid voor drag van 30.000 euro tot 140.000 euro - ONDERHANDELDE PROCEDURE ZONDER VOORAFGAANDE PUBLICATIE - Aankoop van kleding en uitrusting/accessoires voor de Gemeenschapwachters, inclusief markering - CSC n°1/2022.
- **#002/15.03.2022/B/0012#** - Vervanging van de vloerbedekking in de lokalen van de "pavillon des Arums" - Opdracht met beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de raadplegen firma's
- **#002/15.03.2022/B/0013#** - Renovatie en herinrichting van de speeltuin "Herdersstaf" - Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder voorafaande bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave en het BLB - Aanduiding van de te raadplegen firma's

NEEM AKTE:

- van de gunning van bovenvermelde opdrachten waarvan het bedrag op minder dan 139.000€ exclusief btw geraand wordt;
- van de beslissingen van het Schepencollege hier omtrent;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken, alsook ter attentie van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

31.03.2022/A/0003

Secrétariat

Communications : Liste des arrêtés adoptés par le Bourgmestre - Articles 133 et 135 NLC

LE CONSEIL

Vu la nouvelle loi communale, article 133bis ;

Prend connaissance des arrêtés adoptés par le Bourgmestre ci-dessous :

1. Arrêté du Bourgmestre pour abattre un cyprès de Lawson dangereux situé dans le jardin du n° 32 Avenue Henri De BROUCKERE
2. Dossier n°22 - Dérogation aux horaires normaux de chantier – Demande de BCP pour la réalisation d'une dalle de béton sis avenue E. Van Nieuwenhuyse 2-6 le vendredi 11/02/2022 de 07h00 à 23h30
3. Arrêté du Bourgmestre ordonnant l'inhumation d'une personne indigente décédée sur le territoire communal pour des raisons de salubrité publique
4. Dossier n°23 - Dérogation aux horaires normaux de chantier – Demande de VIVAQUA pour la réalisation du chemisage d'égouts sis rue du Vieux moulin pour une période de 8 jours de 7h à 22h à définir entre le 07 mars 2022 et le 01 avril 2022
5. Arrêté du Bourgmestre afin de pouvoir abattre un érable dangereux en urgence dans le parc Paradisiens
6. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'occupation de la voie publique par un groupe de cyclistes le samedi 9 avril 2022
7. Arrêté du Bourgmestre pour faire abattre en urgence un prunus dangereux situé dans la zone de recul d'une maison sise au n° 184 avenue Jean Van Horenbeek
8. Arrêté du Bourgmestre pour faire abattre en urgence 2 pins situé au n° 98 avenue LEBON (angle avenue Raymond)
9. Arrêté du Bourgmestre autorisant le passage du Marathon de la Forêt de Soigne le 10 avril 2022
10. Arrêté du Bourgmestre pour faire abattre 2 bouleaux dangereux en urgence au n° 47/ 53 Bd. du SOUVERAIN
11. Arrêté du Bourgmestre pour faire abattre en urgence 2 bouleaux dangereux situés dans le jardin du n° 54 rue du VILLAGEOIS (demande de Mr Alain DETRY)
12. Dossier n°24 - Dérogation aux horaires normaux de chantier – Demande de VIVAQUA pour le rétablissement de la situation des égouts (suite à un effondrement) sis rue du Vieux moulin, du 02/03/2022 au 04/03/22 de 7h à 22h
13. Brocante avec barbecue rue de la Vignette au profit des enfants défavorisés le

16.10.2022

14. Arrêté du Bourgmestre autorisant le passage de la marche La Printanière organisée par le club de la Bruegelienne sur le territoire auderghemois le dimanche 17 avril 2022
15. Arrêté du Bourgmestre autorisant la fête d'unité scout Saint-Julien suivie d'une soirée les 30 avril et 1er mai 2022, avenue de l'Église Saint-Julien 13/15.
16. Arrêté du Bourgmestre autorisant le stationnement d'un bus afin d'y mener une action syndicale visant la sensibilisation pour la lutte contre le racisme, boulevard du Triomphe.
17. Dossier n°25 - Dérogation aux horaires normaux de chantier – Demande de AVALON pour la réalisation de travaux d'asphaltage du tunnel Delta à Auderghem, sens entrée de ville, du samedi 19/03/2022 à 21h00 au lundi 21/03/2022 à 05h00
18. Arrêté du Bourgmestre pour faire abattre en urgence un érable dangereux dans le jardin du n° 1 avenue Docteur Edmond CORDIER.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

Secretariaat

Mededelingen : Lijst van besluiten van de Burgemeester - artikelen 133 et 135 NGW

DE RAAD :

Gezien het nieuwe gemeentewet, artikel 133bis ;

is verzocht nota te nemen van besluiten van het Burgemeester hieronder:

1. Besluit van de Burgemeester tot het kappen van een gevaarlijke Lawson-cipres in de tuin van n° 32 Avenue Henri De BROUCKERE
2. Dossier nr. 22 - Afwijking van de normale werkuren - Aanvraag van BCP voor de aanleg van een betonplaat op de E. Van Nieuwenhuyselaan 2-6 op vrijdag 11/02/2022 van 07u00 tot 23u30
3. Besluit van de burgemeester waarbij de begrafenis wordt gelast van een behoeftige die om redenen van volksgezondheid op gemeentelijk grondgebied is overleden
4. Dossier n°23 - Afwijking van de normale werkuren - Aanvraag van VIVAQUA om de bekleding van de riolen in de Wilde Moulinstraat uit te voeren gedurende een periode van 8 dagen van 7 tot 22 uur, te bepalen tussen 07 maart 2022 en 01 april 2022
5. Besluit van de Burgemeester om een gevaarlijke esdoorn in Paradisiërs Park te kappen
6. Besluit van de Burgemeester waarbij toestemming wordt verleend voor de bezetting van de openbare weg door een groep fietsers op zaterdag 9 april 2022
7. Besluit van de Burgemeester om een gevaarlijke prunusboom in de zone van de achteruitgang van een huis in de Jean Van Horenbeecklaan 184 met spoed te doen kappen
8. Besluit van de Burgemeester om met spoed 2 dennenbomen te laten kappen in de Gabriel Emile Lebonlaan 98 (hoek Raymondlaan)
9. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor het doorrijden van de marathon van Forêt de Soigne op 10 april 2022
10. Besluit van de Burgemeester om 2 gevaarlijke berken op nr. 47/ 53 Bd. du

SOUVERAIN dringend te doen kappen

11. Besluit van de Burgemeester om met spoed 2 gevaarlijke berkenbomen te laten kappen in de tuin van n° 54 rue du VILLAGEOIS (aanvraag van de heer Alain DETRY)
12. Dossier n°24 - Afwijking van de normale werkuren - Verzoek van VIVAQUA om de toestand van de riolen te herstellen (na een instorting) in de rue du Vieux Moulin, van 02/03/2022 tot 04/03/22 van 7u tot 22u
13. Brocante met barbecue in rue de la Vignette ten voordele van kansarme kinderen op 16.10.2022
14. Besluit van de Burgemeester houdende toelating van de door de club Bruegelienne georganiseerde wandeling La Printanière op het grondgebied van Oudergem op zondag 17 april 2022
15. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor het feest van de scoutingeenheid Saint-Julien, gevolgd door een feest op 30 april en 1 mei 2022, avenue de l'Église Saint-Julien 13/15.
16. Besluit van de Burgemeester waarbij toestemming wordt verleend voor het parkeren van een bus met het oog op een vakbondsactie om de aandacht te vestigen op de strijd tegen racisme, boulevard du Triomphe.
17. Dossier nr. 25 - Afwijking van de normale werkuren - Aanvraag van AVALON voor het uitvoeren van asfalteringswerken op de Deltatunnel te Oudergem, in de richting van de stadsingang, van zaterdag 19/03/2022 om 21u00 tot maandag 21/03/2022 om 05u00
18. Bevel van de Burgemeester om een gevaarlijke esdoorn te laten omhakken in de tuin van n° 1 avenue Docteur Edmond CORDIER.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

31.03.2022/A/0004

Secrétariat
Élection du Président du Conseil Communal

Le Conseil,

Vu l'article 8bis de la Nouvelle loi communale ;

Revu sa délibération 002/27.01.2022/A/0007 portant Démission du Président du Conseil communal – Prise d'acte

Le Conseil va procéder parmi ses membres à l'élection d'un président du conseil communal. L'élection a lieu au scrutin secret, et à la majorité absolue ;

Un acte de présentation pour le mandat de Président du conseil communal, au nom de Monsieur Didier GOSUIN a été reçu le 10 janvier 2022 par le Secrétaire communal.

Le Président déclare le scrutin ouvert pour le mandat de Président du Conseil.

Il est procédé au scrutin secret qui donne le résultat suivant :

- 23 voix pour
- 0 voix contre et
- 0 abstention

Monsieur. Didier GOSUIN est par conséquent élu Président du Conseil.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de

Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Secretariaat

Verkiezing van de Voorzitter van de Gemeenteraad

De Raad,

Gelet op artikel 8bis van de nieuwe gemeentewet ;

Na beraadslaging 002/27.01.2022/A/0007 over het ontslag van de voorzitter van de gemeenteraad - Aktename

De Raad zal overgaan tot de verkiezing van een voorzitter van de Gemeenteraad uit zijn leden. De verkiezing geschiedt bij geheime stemming en bij volstreekte meerderheid;

Op 10 januari 2022 heeft de Gemeentesecretaris een voordrachtsdocument ontvangen voor het mandaat van voorzitter van de gemeenteraad, ten name van de Heer Didier GOSUIN.

De Voorzitter verklaart de stemming voor het mandaat van voorzitter van de Raad geopend.

Er wordt een geheime stemming gehouden met de volgende uitslag

- 23 stemmen voor
- 0 stem tegen en
- 0 onthouding

Mijnheer Didier GOSUIN wordt derhalve verkozen tot voorzitter van de Raad.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

Didier Gosuin préside la séance / zit de zitting voor.

31.03.2022/A/0005

Secrétariat

Prise d'acte de l'octroi par le Gouvernement bruxellois de la démission du Bourgmestre

Le Conseil,

Vu l'article 22 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la séance du Conseil communal du 23 décembre 2021 durant laquelle le Bourgmestre a informé le Conseil de ce qu'il participait au dernier Conseil communal en qualité de Bourgmestre;

Vu la lettre du 10.01.2022 dans laquelle Monsieur Didier Gosuin annonce démissionner de ses fonctions de Bourgmestre transmise aux conseillers communaux et à la Région de Bruxelles-Capitale le même jour;

Revu sa délibération 002/27.01.2022/A/0006 portant Démission du Bourgmestre –
Prise d'acte

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accordant à M. Gosuin sa démission comme Bourgmestre

PREND ACTE

De la décision octroyant démission de Monsieur Gosuin de son mandat de Bourgmestre.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Akteneming van de toekenning van de Brusselse Regering van het ontslag van de burgemeester

De Raad,

Gelet op artikel 22 van de Nieuwe gemeentewet;

Gelet op de vergadering van de gemeenteraad van 23 december 2021, waarin de burgemeester de Raad meedeelde dat hij als burgemeester aan de laatste gemeenteraad deelnam;

Gelet op de brief van 10.01.2022 waarin de heer Didier Gosuin zijn ontslag als burgemeester aankondigt en die op dezelfde dag aan de gemeenteraadsleden en aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is toegezonden;

Gelet op de beraadslaging 002/27.01.2022/A/0006 houdende Ontslag als Burgemeester - Aktename

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om de heer Gosuin zijn ontslag als burgemeester toe te kennen

NEEMT AKTE

van de toekenning van het ontslag van de heer Gosuin uit zijn mandaat als burgemeester.

De Raad neemt akte.

31.03.2022/A/0006

Secrétariat

Nomination de Madame Sophie de Vos aux fonctions de Bourgmestre d'Auderghem – Prise d'acte

Le Conseil,

Vu l'article 13 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'arrêté ministériel du 29.03.2022 nommant Mme Sophie de Vos, Bourgmestre;

Prend acte

De la nomination de Madame Sophie de Vos aux fonctions de Bourgmestre d'Auderghem

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Benoeming van Mw Sophie de Vos als Burgemeester van Oudergem - Aktename

De Raad,

Gelet op artikel 13 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het ministerieel besluit van 29.03.2022 tot benoeming van Mevrouw Sophie de Vos als burgemeester;

Neemt akte

van de benoeming van Mevrouw Sophie de Vos in de functie van burgemeester van Oudergem

De Raad neemt akte.

31.03.2022/A/0007 **Secrétariat**
Démission d'un membre du Collège de son mandat d'échevin - Prise d'acte

Le Conseil,
Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 22;
Vu la lettre de démission reçue le 10 janvier 2022 par le Secrétaire communal dans laquelle Madame Jeannine Crucifix annonce démissionner de son mandat d'échevin.
Prend acte :
de la démission donnée par écrit de Madame Jeannine Crucifix de son mandat d'échevin

Le Conseil prend acte.

Secretariaat
Ontslag van een Collegelid als schepen - Aktename

De Raad,
Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikel 22;
Gezien de ontslagbrief die de Gemeentesecretaris op 10 januari 2022 heeft ontvangen en waarin Mevrouw Jeannine Crucifix aankondigt dat zij haar mandaat als schepen neerlegt.
Neemt akte
van het ontslag van Mevrouw Jeannine Crucifix uit haar mandaat als schepen

De Raad neemt akte.

31.03.2022/A/0008 **Secrétariat**
Élection et prestation de serment du Sixième Échevin

Le Conseil,
Vu la Nouvelle Loi communale et plus particulièrement les articles 15 et 16;
Vu la démission de M. Gosuin en qualité de Bourgmestre et membre du Collège;
Vu la nomination de Madame Sophie de Vos aux fonctions de Bourgmestre d'Auderghem ;
Considérant que par conséquent, un mandat d'échevin est à pourvoir ;
Le Conseil communal va procéder parmi ses membres à l'élection d'un échevin.
L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue ;
Un acte de présentation au nom de Matthieu PILLOIS a été déposé dans les mains du Secrétaire communal le 10 janvier 2022. Le Secrétaire communal a transmis cet acte de présentation au Président du Conseil communal le même jour ;
L'acte de présentation a été signé par la majorité des élus de la liste sur laquelle s'était présenté le candidat lors des dernières élections communales et par la majorité des conseillers communaux ;
Le Président du Conseil déclare le scrutin ouvert pour ce mandat d'échevin ;
Il est procédé au scrutin secret qui donne le résultat suivant :

- 23 voix pour
- 0 voix contre et
- 0 abstention

Matthieu PILLOIS est par conséquent élu échevin. Il prendra rang de sixième échevin. La Bourgmestre invite Matthieu PILLOIS élu échevin, à prêter, en français, le serment suivant : "Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge".

Matthieu PILLOIS prête serment entre les mains de Madame la Bourgmestre et est déclaré installé en qualité d'Echevin.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Secretariaat

Verkiezing en eedaflegging van de Zesde Schepen.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikelen 15 en 16;

Gelet op het ontslag van de Heer Gosuin als burgemeester en Collegelid;

Gelet op de benoeming van Mevrouw Sophie de Vos tot burgemeester van Oudergem;

Overwegende dat bijgevolg een mandaat als schepen moet worden ingevuld;

De gemeenteraad zal overgaan tot de verkiezing van een schepen uit zijn midden. De verkiezing vindt plaats bij geheime stemming en bij volstreckte meerderheid;

Een voordrachtakte op naam van Matthieu PILLOIS is op 10 januari 2022 neergelegd in handen van de gemeentesecretaris. De gemeentesecretaris heeft deze voordrachtakte nog dezelfde dag aan de voorzitter van de gemeenteraad overhandigd;

De voordrachtakte is ondertekend door de meerderheid van de verkozenen van de lijst waarop de kandidaat bij de laatste gemeenteraadsverkiezingen stond en door de meerderheid van de gemeenteraadsleden;

De voorzitter van de Raad verklaart de stemming voor dit schepenmandaat voor geopend;

Er wordt een geheime stemming gehouden met de volgende uitslag

- 23 stemmen voor
- 0 stem tegen en
- 0 onthouding

Matthieu PILLOIS wordt dus verkozen tot schepen. Hij zal de rang van zesde wethouder aannemen.

De burgemeester nodigt Matthieu PILLOIS, verkozen schepen, uit om in het Frans de volgende eed af te leggen: "Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk".

Matthieu PILLOIS legt de eed af in handen van de burgemeester en wordt geïnstalleerd verklaard als schepen.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

Élection et prestation de serment du Septième Échevin

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale et plus particulièrement les articles 15 et 16;

Revu sa délibération 002/31.03.2022/A/0007 portant Démission d'un membre du Collège de son mandat d'échevin

Le Conseil communal va procéder parmi ses membres à l'élection d'un échevin. L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue ;

Un acte de présentation au nom de Michel BLAMPAIN a été déposé dans les mains du Secrétaire communal le 10 janvier 2022. Le Secrétaire communal a transmis cet acte de présentation au Président du Conseil communal le même jour ;

L'acte de présentation a été signé par la majorité des élus de la liste sur laquelle s'était présenté le candidat lors des dernières élections communales et par la majorité des conseillers communaux ;

Le Président du Conseil déclare le scrutin ouvert pour ce mandat d'échevin ;

Il est procédé au scrutin secret qui donne le résultat suivant :

- 23 voix pour
- 0 voix contre et
- 0 abstention

Michel BLAMPAIN est par conséquent élu échevin. Il prendra rang de septième échevin.

La Bourgmestre invite Michel BLAMPAIN élu échevin, à prêter, en français, le serment suivant : "Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge".

Michel BLAMPAIN prête serment entre les mains de Madame la Bourgmestre et est déclaré installé en qualité d'Echevin.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Secretariaat**Verkiezing en eedaflegging van de Zevende Schepen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikelen 15 en 16;

Overwegende zijn beraadslaging 002/31.03.2022/A/0007 van aktename van het ontslag van een schepen;

De gemeenteraad zal overgaan tot de verkiezing van een schepen uit zijn midden. De verkiezing vindt plaats bij geheime stemming en bij volstreckte meerderheid;

Een voordrachtakte op naam van Michel BLAMPAIN is op 10 januari 2022 neergelegd in handen van de gemeentesecretaris. De gemeentesecretaris heeft deze voordrachtakte nog dezelfde dag aan de voorzitter van de gemeenteraad overhandigd;

De voordrachtakte is ondertekend door de meerderheid van de verkozenen van de lijst waarop de kandidaat bij de laatste gemeenteraadsverkiezingen stond en door de meerderheid van de gemeenteraadsleden;

De voorzitter van de Raad verklaart de stemming voor dit schepenmandaat voor geopend;

Er wordt een geheime stemming gehouden met de volgende uitslag

- 23 stemmen voor
- 0 stem tegen en
- 0 onthouding

Michel BLAMPAIN wordt dus verkozen tot schepen. Hij zal de rang van zesde wethouder aannemen.

De burgemeester nodigt Michel BLAMPAIN, verkozen schepen, uit om in het Frans de volgende eed af te leggen: "Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk".

Michel BLAMPAIN legt de eed af in handen van de burgemeester en wordt geïnstalleerd verklaard als schepen.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

31.03.2022/A/0010

Secrétariat

Demande d'octroi du titre de Bourgmestre honoraire

Le Conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 21 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22.09.2021 portant exécution de l'article 21, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale et fixant les conditions d'octroi des titres honorifiques des mandataires communaux ;

Revu sa délibération 002/27.01.2022/A/0006 portant Démission du Bourgmestre –
Prise d'acte

Considérant ce qui suit :

Monsieur Didier Gosuin a été nommé Bourgmestre de la commune d'Auderghem à plusieurs reprises :

- 14.12.1994 – Arrêté Royal nommant Monsieur Didier Gosuin aux fonctions de Bourgmestre d'Auderghem
- 27.12.2000 – Arrêté Royal nommant Monsieur Didier Gosuin aux fonctions de Bourgmestre d'Auderghem
- 20.11.2006 – Arrêté de nomination aux fonctions de Bourgmestre de la commune d'Auderghem
- 01.12.2012 – Arrêté de nomination aux fonctions de Bourgmestre de la commune d'Auderghem
- 29.11.2018 – Arrêté de nomination aux fonctions de Bourgmestre de la commune d'Auderghem

Soit pendant une période de 27 années.

Monsieur Didier Gosuin s'est déclaré empêché d'exercer ses fonctions de Bourgmestre pendant les périodes suivantes :

- 14.12.1994 - 22.06.1995
- 22.06.1995 - 15.07.1999

- 15.07.1999 - 18.02.2004
- 20.07.2014 - 18.07.2019

Sont joints à la présente demande d'octroi du titre de Bourgmestre honoraire :

- Un extrait du casier judiciaire arrêté en date du 28.03.2022
- L'accord de l'intéressé

Pendant les années où il exerçait les fonctions de Bourgmestre, Monsieur Didier Gosuin n'a fait l'objet d'aucune mesures disciplinaires.

DÉCIDE

De demander au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale d'octroyer le titre de Bourgmestre honoraire d'Auderghem à Monsieur Didier Gosuin.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Secretariaat

Verzoek tot verlening van de titel van ereburgemeester

De gemeenteraad,

Gelet op artikel 21 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 september 2021 ter uitvoering van artikel 21, eerste lid van de Nieuwe Gemeentewet en tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de eretitels aan de gemeentelijke mandatarissen;

Gelet op de beraadslaging 002/27.01.2022/A/0006 houdende Ontslag als Burgemeester - Aktename

Overwegende wat volgt:

De heer Didier Gosuin werd meermaals tot burgemeester van Oudergem benoemd:

- 14 december 1994 - Koninklijk besluit tot benoeming van de heer Didier Gosuin in de functie van burgemeester van Oudergem
- 27 december 2000 - Koninklijk besluit tot benoeming van de heer Didier Gosuin in de functie van burgemeester van Oudergem
- 20 november 2006 - Besluit tot benoeming van de burgemeester van de gemeente Oudergem
- 1 december 2012 - Besluit tot benoeming van de burgemeester van de gemeente Oudergem
- 29 november 2018 - Besluit tot benoeming van de burgemeester van de gemeente Oudergem

Dat wil zeggen, gedurende een periode van 27 jaar.

De heer Didier Gosuin heeft verklaard zijn ambt van burgemeester gedurende de volgende perioden niet te hebben kunnen uitoefenen:

- 14 december 1994 - 22 juni 1995
- 22 juni 1995 - 15 juli 1999
- 15 juli 1999 - 18 februari 2004
- 20 juli 2014 - 18 juli 2019

Zijn bij dit verzoek tot verlening van de titel van ereburgemeester gevoegd:

- een uittreksel uit het strafregister van 28.03.2022,
- het akkoord van de betrokkene.

Gedurende de jaren dat hij het ambt van burgemeester uitoefende, werd de heer Didier Gosuin aan geen enkele tuchtmaatregel onderworpen.

BESLIST:

om de Brussels Hoofdstedelijk Regering te vragen om de titel van ereburgemeester van Oudergem aan de heer Didier Gosuin toe te kennen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

31.03.2022/A/0011

Secrétariat

Octroi du titre d'Échevin honoraire à Madame Jeannine Crucifix

Le Conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 21 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22.09.2021 portant exécution de l'article 21, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale et fixant les conditions d'octroi des titres honorifiques des mandataires communaux, notamment son article 5 lequel dispose :

Le titre honorifique de la fonction de bourgmestre, d'échevin ou de conseiller communal ne peut être porté :

1. *Au cours des périodes d'exercice effectif de l'un de ces mandats ;*
2. *Par une personne rémunérée par une commune.*

Revu sa délibération 002/31.03.2022/A/0007 portant Démission d'un membre du Collège de son mandat d'échevin ;

Considérant ce qui suit :

Madame Jeannine Crucifix a été élue échevine à trois reprises et a exercé le mandat d'Échevin pendant quinze années :

- 01.12.2006/A/010 – Élection et prestation de serment des Échevins
- 002/06.12.2012/A/0010 - Élection et prestation de serment du Troisième Échevin
- 002/06.12.2018/A/0039 - Élection et prestation de serment du Cinquième Échevin.

Sont joints à la présente décision :

- un extrait de casier judiciaire de l'intéressée, arrêté en date du 28.03.2022
- les extraits du registre des délibérations du Conseil communal portant ces décisions.

Pendant les années où elle exerçait sa fonction d'Échevine, Madame Jeannine Crucifix n'a fait l'objet d'aucune mesures disciplinaires.

DÉCIDE

D'octroyer le titre d'Échevine honoraire à Madame Jeannine Crucifix.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Secretariaat

Verlenen van de titel van ereschepen aan mevrouw Jeannine Crucifix

De gemeenteraad,

Gelet op artikel 21 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 september 2021 ter uitvoering van artikel 21, eerste lid van de Nieuwe Gemeentewet en tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de eretitels aan de gemeentelijke mandatarissen, inzonderheid artikel 5 dat als volgt luidt:

'De eretitel van het ambt van burgemeester, schepen of van het mandaat van gemeenteraadslid mag niet worden gevoerd:

1. *gedurende de tijd dat een van deze mandaten werkelijk wordt uitgeoefend;*
2. *door een door een gemeente bezoldigde persoon.'*

Herziening zijn beraadslaging 002/31.03.2022/A/0007 betreffende het ontslag van een lid van het college in het kader van het ambt van schepen;

Overwegende wat volgt:

Mevrouw Jeannine Crucifix werd drie keer tot schepen verkozen en heeft vijftien jaar als schepen gediend:

- 01.12.2006/A/010 - Verkiezing en eedaflegging van de schepenen
- 002/06.12.2012/A/0010 - Verkiezing en eedaflegging van de derde schepen
- 002/06.12.2018/A/0039 - Verkiezing en eedaflegging van de vijfde schepen

Zijn bij deze beslissing gevoegd:

- een uittreksel uit het strafregister van de betrokkene van 28.03.2022 ;
- de uittreksels uit het register van de beraadslagingen van de gemeenteraad betreffende deze beslissingen.

Gedurende de jaren dat mevrouw Jeannine Crucifix haar ambt van schepen uitoefende, werd ze nooit aan tuchtmaatregelen onderworpen.

BESLIST:

om de titel van ereschepen aan mevrouw Jeannine Crucifix toe te kennen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

31.03.2022/A/0012

Secrétariat

Conseil communal - composition des commissions - modification

LE CONSEIL,

Vu les articles 52 et 53 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal ;

Vu l'article 120 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

d'arrêter comme suite la composition des Commissions du Conseil communal :

Commission 1

Finances, Personnel, Sécurité, Participation citoyenne, Prévention, Logement.

Président : Stéphanie Paulissen

Effectif	Suppléant
Marie-Pierre Bauwens	Pauline Vermeiren
Christine Bogaert	Jeannine Crucifix
Jasmine Boumraya	Anastasia Bakounine
Valérie Cops	Véronique Artus
Isabelle Désir	Véronique Artus
Christian Grétry	Pauline Vermeiren
François Lebovy	Anastasia Bakounine
Martine Maelschalck	-
Christophe Magdalijs	Jean-Claude Vitoux
Carinne Lenoir	Marc Vandame
Stéphanie Paulissen	Jean-Claude Vitoux
Didier Gosuin	-
Vanessa Rigodanzo	-
Jeremy Van Gorp	-
Nathalie Wyns	-

Commission 2

Etat-Civil, Population, Affaires européennes, Sports, Animations.

Président : Véronique Artus

Effectif	Suppléant
Véronique Artus	Valérie Cops
Anastasia Bakounine	François Lebovy
Christian Grétry	Jasmine Boumraya
Christophe Magdalijs	Isabelle Désir
Stéphanie Paulissen	Christine Bogaert
Didier Gosuin	-
Vanessa Rigodanzo	-
Jeremy Van Gorp	Martine Maelschalck
Marc Vandame	Carinne Lenoir
Ingrid Venier	Jeannine Crucifix
Pauline Vermeiren	Marie-Pierre Bauwens
Jean-Claude Vitoux	Isabelle Désir
Nathalie Wyns	-

Commission 3

Enseignement, Activités parascolaires, Académie, Promotion sociale, Economie locale, Affaires néerlandophones, Égalité des chances, Développement informatique.

Président : **Carinne Lenoir**

Effectif	Suppléant
Anastasia Bakounine	Christian Grétry
Jeannine Crucifix	Marc Vandame
Jasmine Boumraya	Christian Grétry
Valérie Cops	Véronique Artus
François Lebovy	Pauline Vermeiren
Carinne Lenoir	Isabelle Désir
Marie-Pierre Bauwens	Pauline Vermeiren
Vanessa Rigodanzo	-

Jeremy Van Gorp	Martine Maelschalck
Ingrid Venier	Christine Bogaert
Jean-Claude Vitoux	Christophe Magdalijns
Nathalie Wyns	-

Commission 4

Urbanisme, Environnement, Espaces Publics, Mobilité, Culture, bibliothèques

Président : François Lebovy

Effectif	Suppléant
Anastasia Bakounine	Jasmine Boumraya
Jeannine Crucifix	Valérie Cops
Christine Bogaert	Ingrid Venier
Isabelle Désir	Véronique Artus
François Lebovy	Marie-Pierre Bauwens
Martine Maelschalck	Jeremy Van Gorp
Christophe Magdalijns	Jean-Claude Vitoux
Stéphanie Paulissen	Carinne Lenoir
Didier Gosuin	-
Vanessa Rigodanzo	-
Marc Vandame	Carinne Lenoir
Pauline Vermeiren	Christian Grétry
Nathalie Wyns	-

Commission 5

Solidarité et cohésion sociale, Coordination sociale, Jeunesse, Seniors Emploi-Formation, Petite Enfance, Santé, Bien-être animal

Président : Marc Vandame

Effectif	Suppléant
Véronique Artus	Isabelle Désir
Marie-Pierre Bauwens	Jasmine Boumraya
Christine Bogaert	Christophe Magdalijns
Valérie Cops	Isabelle Désir
Christian Grétry	François Lebovy
Martine Maelschalck	Jeremy Van Gorp
Carinne Lenoir	Jeannine Crucifix
Vanessa Rigodanzo	-
Marc Vandame	Jeannine Crucifix
Ingrid Venier	Didier Gosuin
Pauline Vermeiren	Anastasia Bakounine
Jean-Claude Vitoux	Stéphanie Paulissen
Nathalie Wyns	-

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Secretariaat

Gemeenteraad - samenstelling van de commissies - wijziging

DE RAAD,

Gezien de artikelen 52 en 53 van het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad;

Gezien het artikel 120 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST

volgt de samenstelling van de commissies van de Gemeenteraad te wijzigen :

Commissie 1

Financiën, Personeel, Veiligheid, Burgerparticipatie, Preventie, Huisvesting

Voorzitter : Stéphanie Paulissen

Effectief	Plaatsvervanger
Marie-Pierre Bauwens	Pauline Vermeiren
Christine Bogaert	Jeannine Crucifix
Jasmine Boumraya	Anastasia Bakounine
Valérie Cops	Véronique Artus
Isabelle Désir	Véronique Artus
Christian Grétry	Pauline Vermeiren
François Lebovy	Anastasia Bakounine
Martine Maelschalck	-
Christophe Magdalijs	Jean-Claude Vitoux
Carinne Lenoir	Marc Vandame
Stéphanie Paulissen	Jean-Claude Vitoux
Didier Gosuin	-
Vanessa Rigodanzo	-
Jeremy Van Gorp	-
Nathalie Wyns	-

Commissie 2

Burgerlijke Stand, Bevolking, Europese zaken, Sports, Animaties

Voorzitter : Véronique Artus

Effectief	Plaatsvervanger
Véronique Artus	Valérie Cops
Anastasia Bakounine	François Lebovy
Christian Grétry	Jasmine Boumraya
Christophe Magdalijs	Isabelle Désir
Stéphanie Paulissen	Christine Bogaert
Didier Gosuin	-
Vanessa Rigodanzo	-
Jeremy Van Gorp	Martine Maelschalck
Marc Vandame	Carinne Lenoir
Ingrid Venier	Jeannine Crucifix
Pauline Vermeiren	Marie-Pierre Bauwens
Jean-Claude Vitoux	Isabelle Désir
Nathalie Wyns	-

Commissie 3

Onderwijs, Buitenschoolse activiteit, Academie, Sociale Pomotie, lokale economie, Vlaamse zaken, Gelijke kansen beleid, IT-ontwikkeling.

Voorzitter : **Carinne Lenoir**

Effectief	Plaatsvervanger
Anastasia Bakounine	Christian Grétry
Jeannine Crucifix	Marc Vandame

Jasmine Boumraya	Christian Grétry
Valérie Cops	Véronique Artus
Dider Gosuin	Stéphanie Paulissen
François Lebovy	Pauline Vermeiren
Carinne Lenoir	Isabelle Désir
Marie-Pierre Bauwens	Pauline Vermeiren
Vanessa Rigodanzo	-
Jeremy Van Gorp	Martine Maelschalck
Ingrid Venier	Christine Bogaert
Jean-Claude Vitoux	Christophe Magdalijs
Nathalie Wyns	-

Commissie 4

Stedenbouw, Leefmilieu, Publieke ruimte, Mobiliteit, Cultuur, bibliotheken

Voorzitter : François Lebovy

Effectief	Plaatsvervanger
Anastasia Bakounine	Jasmine Boumraya
Jeannine Crucifix	Valérie Cops
Christine Bogaert	Ingrid Venier
Isabelle Désir	Véronique Artus
François Lebovy	Marie-Pierre Bauwens
Martine Maelschalck	Jeremy Van Gorp
Christophe Magdalijs	Jean-Claude Vitoux
Stéphanie Paulissen	Carinne Lenoir
Didier Gosuin	-
Vanessa Rigodanzo	-
Marc Vandame	Carinne Lenoir
Pauline Vermeiren	Christian Grétry
Nathalie Wyns	-

Commissie 5

Solidariteiten en Sociale cohesie, Sociale coördinatie, Jeugd, Seniors
Werkgelegenheid-Vorming, Peuterzorg, Volkgezondheid, Dierenwelzijn

Voorzitter : Marc Vandame

Effectief	Plaatsvervanger
Véronique Artus	Isabelle Désir
Marie-Pierre Bauwens	Jasmine Boumraya
Christine Bogaert	Christophe Magdalijs
Valérie Cops	Isabelle Désir
Christian Grétry	François Lebovy
Martine Maelschalck	Jeremy Van Gorp
Carinne Lenoir	Jeannine Crucifix
Vanessa Rigodanzo	-
Marc Vandame	Jeannine Crucifix
Ingrid Venier	Didier Gosuin
Pauline Vermeiren	Anastasia Bakounine
Jean-Claude Vitoux	Stéphanie Paulissen
Nathalie Wyns	-

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

31.03.2022/A/0013

Secrétariat

BRUTELE - Mandat d'administrateur - remplacement

LE CONSEIL,

Vu la loi du 22 décembre 1986 relatives aux intercommunales ;

Vu le code wallon de la démocratie locale ;

Vu les statuts sociaux de l'intercommunale BRUTELE;

Revu sa délibération 002/23.05.2019/A/0007 portant BRUTELE - Mandats d'administrateur - désignation ;

Vu la démission de Madame Véronique Artus de son mandat d'administrateur ;

Considérant ce qui suit :

La répartition des sièges au sein du conseil d'administration de BRUTELE ne se fait pas par commune mais par représentation des partis politiques au sein des six communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Les élections communales du 14.10.2018 ont conduit à une nouvelle répartition des sièges. Les partis non représentés au sein des six communes ont eu la possibilité de s'apparenter. Sur base de ces résultats, BRUTELE a réparti les sièges à pourvoir entre les différents partis qui les ont ensuite répartis entre les différents élus des six communes. Ces désignations doivent cependant encore être validées par les conseils communaux où sièges les élus candidats aux mandats d'administrateurs.

Le parti Défi a initialement pu prétendre à deux mandats et les a attribués à des élus du parti "Liste du Bourgmestre" de la commune d'Auderghem.

Une candidature a dû être retirée à la suite des changements d'apparement du parti "Liste Citoyenne 1160" qui, le 22.05.2019 a confirmé son apparement au parti "cdH".

Cet apparement au parti cdH a modifié les rapports de force au sein des six communes membres de l'intercommunale, et le parti Défi ne peut désormais plus prétendre qu'à une candidature.

Le chef de groupe de la Liste du Bourgmestre a déposé la candidature suivante :

- Monsieur Didier Gosuin, né le 09.07.1952, domicilié Avenue Jean Van Horenbeeck, 264 à 1160 Auderghem

DECIDE

- De désigner Monsieur Didier Gosuin comme administrateur au sein de l'intercommunale BRUTELE.

La présente délibération sera transmise, d'une part sous forme de bref exposé, à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-capitale en charge des Pouvoirs locaux, et d'autre part in extenso à la société intercommunale et à l'intéressé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Secretariaat

BRUTELE - Bestuursmandaat - vervanging

DE RAAD,

Gelet op de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales;

Gelet op het Waals wetboek van de plaatselijke democratie;

Gelet op de statuten van de intercommunale BRUTELE;

Gelet op de beraadslaging 002/23.05.2019/A/0007 houdende BRUTELE - Bestuursmandaten - benoeming ;

Gezien het ontslag van mevrouw Véronique Artus uit haar functie van bestuurder ;

Overwegende wat volgt:

De zetelverdeling in de raad van bestuur van BRUTELE wordt niet vastgesteld per gemeente maar op basis van de vertegenwoordiging van de politieke partijen binnen de zes gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Als gevolg van de gemeenteraadsverkiezingen van 14.10.2018 is er een nieuwe zetelverdeling. De partijen die niet zijn vertegenwoordigd in de zes gemeenten, genieten een mogelijkheid van apparentering. Op basis van deze resultaten heeft BRUTELE de te begeven zetels opnieuw verdeeld tussen de verschillende partijen, die ze vervolgens hebben verdeeld onder de verschillende verkozenen van de zes gemeenten. Deze benoemingen moeten echter nog worden bekrachtigd door de gemeenteraden waar de verkozenen zetelen die kandidaat zijn voor de bestuursmandaten.

De partij Défi kon aanvankelijk aanspraak maken op twee mandaten en heeft ze toegekend aan verkozenen van de partij Lijst van de Burgemeester van de gemeente Oudergem.

Eén kandidatuur diende te worden ingetrokken als gevolg van de wijzigingen inzake apparentering van de partij Liste Citoyenne 1160 die op 22.05.2019 heeft bevestigd dat ze zich verbindt met de partij cdH.

Deze apparentering met de partij cdH heeft de krachtsverhoudingen gewijzigd binnen de zes gemeenten die lid zijn van de intercommunale en de partij Défi kan voortaan nog maar op één kandidatuur aanspraak maken.

De fractieleider van de Lijst van de Burgemeester heeft de volgende kandidatuur ingediend:

- de heer Didier Gosuin, geboren op 09.07.1952 en wonende Jean Van Horenbeecklaan, 264 te 1160 Oudergem

BESLIST

- Om de heer Didier Gosuin aan te wijzen tot bestuurder binnen de intercommunale BRUTELE.

De huidige beslissing zal enerzijds in de vorm van een korte uiteenzetting ter kennis worden gebracht van de heer minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en anderzijds in extenso van de intercommunale en de betrokkene.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

31.03.2022/A/0014

Secrétariat

SIBELGA / INTERFIN - Remplacement d'un administrateur

LE CONSEIL,

Vu les statuts sociaux de l'intercommunale SIBELGA / INTERFIN

Vu la démission de Madame Valérie Cops de son mandat d'administrateur ;

Le Président du Conseil déclare que le Conseil va procéder parmi ses membres à la désignation d'un administrateur ;

L'élection a lieu au scrutin secret, et à la majorité absolue.

Un acte de candidature a été reçu au nom de :

- Madame Stéphanie Paulissen, née le 03.09.1986, domiciliée Avenue Théo Vanpé, 16/b1 à 1160 Auderghem

Madame Stéphanie Paulissen, conseillère communale est par conséquent désignée en qualité d'administrateur au sein de l'intercommunale SIBELGA / INTERFIN.

La présente délibération sera transmise, d'une part sous forme de bref exposé, à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-capitale, et d'autre part in extenso à SIBELGA / INTERFIN et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Secretariaat

SIBELGA / INTERFIN - Vervanging van één bestuurder

DE RAAD,

Gelet op de maatschappelijke statuten van SIBELGA / INTERFIN;

Gezien het ontslag van mevrouw Valérie Cops uit haar mandaat als bestuurder

De Voorzitter van de Raad verklaart dat de Raad, binnen zijn leden één bestuurder zal verkiezen.

De verkiezing is geheim en een absolute meerderheid is vereist.

Één voordrachtakt werd ontvangen op naam van :

- Mevrouw Stéphanie Paulissen, geboren op 03.09.1986, wonende Théo Vanpélaan, 16/b1 te 1160 Oudergem

Mevrouw Stéphanie Paulissen, Gemeenteraadslid, is bijgevolg aangewijzd als kandidaat-bestuurster bij de intercommunale SIBELGA / INTERFIN

Deze beraadslaging zal, enerzijds in de vorm van een bondige uiteenzetting, overgemaakt worden aan de heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en anderzijds in extenso aan SIBELGA / INTERFIN en aan de betrokkene.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

31.03.2022/A/0015

Secrétariat

Motion visant au maintien de plusieurs zones « chiens maîtrisés » en forêt de Soignes

Le Conseil communal,

Vu le Code forestier ;

Vu le plan Nature ;

Vu le plan de gestion multifonctionnel pour la forêt de Soignes qui prévoit notamment d'assurer un bon accueil du public et de rencontrer les multiples demandes récréatives du public et permettre une bonne cohabitation des différentes activités de loisirs qui se déroulent en forêt ;

Vu la Déclaration de politique générale commune au Gouvernement de la Région de

Bruxelles-Capitale et au Collège réuni de la Commission communautaire commune pour la législature 2019-2024, particulièrement soucieuse de la protection et du bien-être des animaux ;

Considérant la modification du Code forestier prévue d'ici à la fin de l'actuelle législature régionale ;

Considérant qu'en 2021, on dénombrait 89.204 chiens enregistrés sur DOG ID en Région de Bruxelles-Capitale, dont 3.467 à Auderghem ;

Considérant le nombre insuffisant de zones de libertés sécurisées pour chiens dans la Région de Bruxelles Capitale ;

Considérant que, en-dehors de la forêt de Soignes, la commune d'Auderghem ne compte qu'une zone située au Parc Seny où les chiens peuvent circuler sans laisse ;

Considérant la demande faite par la commune d'Auderghem à Bruxelles-Environnement dès le printemps 2021 de pouvoir développer des zones sécurisées de liberté à destination des chiens dans les espaces verts gérés par Bruxelles Environnement ;

Considérant les besoins essentiels de dépense physique des chiens qui doivent être impérativement rencontrés pour leur bien-être, notamment au travers de promenade sans laisse où le chien peut s'ébattre en toute liberté, explorer son environnement ;

Considérant qu'un manque d'exercice physique chez un chien peut engendrer des troubles comportementaux ;

Considérant la croissance des incidents mortels de contacts, notamment entre chien et chevreuil, et la nécessité de prendre des mesures afin de préserver la faune sauvage ;

Considérant la forte fréquentation de la forêt depuis le début de la pandémie et la nécessité d'une cohabitation entre ses différents usagers ;

Considérant la nécessité d'analyser les causes de la dégradation de la forêt de Soignes dans leur ensemble et de proposer des solutions qui adressent toutes les causes;

Considérant la proposition faite par la Fondation de la forêt de Soignes qu'une interdiction généralisée sanctionne lourdement les propriétaires de chiens respectueux des règles, de la forêt et des autres usagers ;

Considérant la disponibilité très limitée d'espaces verts à Auderghem où les chiens peuvent s'ébattre en toute liberté ;

Demande au Parlement bruxellois et au Gouvernement bruxellois de maintenir, en forêt de Soignes, des zones de liberté d'ampleur appropriée, aussi appelées zones « chiens maîtrisés » ;

Demande au Gouvernement bruxellois :

- de mettre à disposition du public une analyse objective et complète de la situation de la forêt de Soignes. Il s'agit de considérer les causes de la dégradation dans leur ensemble et de proposer des solutions qui adressent toutes les causes;
- de prévoir une vaste campagne de communication de sensibilisation à la préservation de la forêt de Soignes, de sa faune et de sa flore ;
- de développer un « plan chien » à Bruxelles en concertation avec les acteurs du bien-être animal et les échevins en charge du bien-être animal ;
- de favoriser, tout en maintenant l'équilibre entre les différents usages des espaces verts en milieu urbain, la création d'espaces canins sécurisés dans les espaces verts régionaux et communaux ;
- d'assurer une concertation avec les échevins concernés des communes qui jouxtent la Forêt de Soignes avant toute décision ;
- d'améliorer la signalétique en vue de permettre une identification plus claire des zones « chiens maîtrisés » ;
- d'assurer un accès direct aux zones « chiens maîtrisés » à partir des portes et points d'accès de la forêt ;

- d'adopter des mesures préventives sensibilisant les propriétaires de chien quant aux obligations qui leur incombent ;
- de favoriser, par des mesures adéquates, une meilleure maîtrise des chiens par leurs propriétaires ;
- de renforcer les sanctions en cas d'incidents dus à des chiens dont les maîtres auraient perdu la maîtrise et en cas d'intrusions de chiens sans laisse dans les zones de protection et dans les réserves forestières ;

Demande au Collège des Bourgmestre et Echevins :

- de faire sienne la présente motion et de la promouvoir activement auprès des autorités régionales ;
- de renforcer, en collaboration avec les services de la Région de Bruxelles-Capitale, les mesures préventives sensibilisant les propriétaires de chien quant à leurs obligations.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
23 votants : 23 votes positifs.

Secretariaat

Motie die oproept tot het behoud van meerdere zones "honden onder controle" in het Zoniënwoud

De gemeenteraad,

Gelet op het Boswetboek;

Gelet op het Natuurplan;

Gelet op het multifunctionele beheerplan voor het Zoniënwoud dat gericht is op een goed onthaal van het publiek, het inspelen op meerdere recreatieve vragen van het publiek en het harmonieus samengaan van verschillende vrijetijdsactiviteiten in het bos;

Gelet op de Gemeenschappelijke algemene beleidsverklaring van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het Verenigde College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie - Legislatuur 2019-2024, met zorg voor bescherming en welzijn van de dieren;

Gelet op de wijziging van het Boswetboek, gepland voor het einde van de huidige gewestelijke legislatuur;

Overwegende dat in 2021 op DOG ID 89.204 honden geregistreerd waren in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarvan 3.467 te Oudergem;

Gelet op het onvoldoende aantal beveiligde vrije zones voor honden in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de gemeente Oudergem, naast het Zoniënwoud, slechts één zone heeft, in het Senypark, waar honden niet aan de leiband moeten;

Gelet op de vraag van de gemeente Oudergem aan Leefmilieu Brussel om vanaf de lente 2021 beveiligde vrije zones voor honden te mogen aanleggen in de groene ruimten die beheerd worden door Leefmilieu Brussel;

Gelet op het feit dat lichamelijke inspanning noodzakelijk is voor het welzijn van een hond, onder andere door wandelingen zonder leiband waarbij de hond in alle vrijheid kan ravotten, zijn omgeving verkennen;

Overwegende dat een tekort aan beweging bij een hond kan leiden tot gedragsstoornissen;

Gelet op het stijgend aantal dodelijke incidenten bij contact tussen hond en ree en de noodzaak om maatregelen te nemen om de wilde fauna te beschermen;

Gelet op het feit dat het bos sinds de pandemie veel bezoekers krijgt en de

verschillende bezoekers samen van het bos gebruik moeten kunnen maken;
Gelet op de noodzaak om de oorzaken van verval van het Zoniënwoud in hun geheel te onderzoeken en om oplossingen voor te stellen die alle oorzaken aanpakken;
Gelet op het voorstel van de Stichting van het Zoniënwoud dat een algemeen verbod een zware sanctie betekent voor de eigenaars van de honden die de regels naleven, die het bos en de andere gebruikers eerbiedigen;
Gelet op de beperkte groene ruimte in Oudergem waar honden vrij kunnen ravotten;
Vraagt aan het Brussels Parlement en aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om in het Zoniënwoud in zones te voorzien met een geschikte omvang waar honden vrij mogen lopen, ook genoemd zones "honden onder controle";
Vraagt aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om:

- aan het publiek een objectieve en volledige analyse van de toestand van het Zoniënwoud ter beschikking te stellen. De oorzaken van verval moeten in hun geheel in aanmerking genomen worden en er moeten oplossingen voorgesteld worden die alle oorzaken aanpakken;
- een grootschalige communicatiecampagne te voorzien met sensibilisering voor het behoud van het Zoniënwoud met zijn fauna en flora;
- een "hondenplan" te ontwikkelen in Brussel in overleg met de actoren van dierenwelzijn en de schepenen belast met dierenwelzijn;
- met behoud van het evenwicht tussen de verschillende gebruikers van de groene ruimte in een stadsbuurt, de aanleg te begunstigen van beveiligde zones voor honden in de gewestelijke en gemeentelijke groene ruimte;
- vóór elke besluit een overleg te garanderen met de betrokken schepenen van de gemeenten die aan het Zoniënwoud grenzen;
- te zorgen voor de verbetering van de bewegwijzering om zo duidelijk te maken waar de zones "honden onder controle" zich bevinden;
- een directe toegang te verzekeren tot de zones "honden onder controle" vanaf de toegangspoorten en -punten van het bos;
- preventieve maatregelen goed te keuren om de eigenaars van honden bewust te maken van de verplichtingen die op hen rusten;
- aan de hand van passende maatregelen ervoor te zorgen dat de eigenaars hun honden beter onder controle hebben;
- strengere straffen te voorzien in geval van een incident met een hond omdat zijn baasje hem niet meer onder controle had en wanneer honden zonder leiband in een beschermingsgebied en in het bosreservaat komen;

Vraagt aan het college van burgemeester en schepenen om:

- deze motie te steunen en actief te promoten bij de gewestelijke overheden;
- in samenwerking met de diensten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de preventieve maatregelen te versterken die de eigenaars van honden bewust maken van hun verplichtingen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

modalités d'accès au domaine de Val Duchesse le 27/03/2022

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et suivants de la Nouvelle loi communale

Vu la convention avec le S.P.F. Chancellerie du Premier Ministre ci-annexée établissant les modalités d'accès au domaine de Val Duchesse dans la journée du 27/03/2022 ;

Considérant que la convention a été transmise par mail au Service Urbanisme-Environnement le 07/02/2022 et que, par conséquent, il était impossible de faire passer cette convention au Conseil communal avant le déroulement de cette journée
DECIDE

De ratifier la convention ci-annexée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Leefmilieu

Organisatie van de Brusselse Waterdagen (2022) - Overeenkomst tot vaststelling van de voorwaarden voor toegang tot het domein van Hertoginnedal op 27/03/2022

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 117 en volgende van de Nieuwe gemeentewet

Gelet op de overeenkomst met de F.O.D. Kanselarij van de Eerste Minister bijgevoegd tot vaststelling van de voorwaarden voor toegang tot het domein van Hertoginnedal op 27/03/2022 ;

Overwegende dat de overeenkomst op 07/02/2022 per e-mail aan de dienst Stedenbouw-Leefmilieu is toegezonden en dat het bijgevolg onmogelijk was deze overeenkomst vóór die dag aan de Gemeenteraad voor te leggen

BESLUIT

De bijgevoegde overeenkomst te bekrachtigen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

31.03.2022/A/0017

Sport

Convention d'adhésion à l'ASBL Panathlon Wallonie-Bruxelles pour une période de 3 ans.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et suivants de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de signer la convention d'adhésion à l'asbl Panathlon Wallonie-Bruxelles pour une période de 3 ans.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Sport

Lidmaatschapovereenkomst met de VZW "Panathlon Wallonie-Bruxelles" voor een periode van 3 jaar.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 en volgende van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- de lidmaatschapovereenkomst met de VZW "Panathlon Wallonie-Bruxelles" te ondertekenen voor een periode van 3 jaar.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

31.03.2022/A/0018

Prévention

Perspective Brussels - Plans locaux d'accrochage scolaire 2022-2024 : Convention et déclaration de créance (1ère tranche de 30 %).

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 décembre 2021 relatif à l'octroi de subventions aux communes bruxelloises pour un montant de 16.944.332 € en vue de financer leurs plans locaux d'accrochage scolaire et les projets s'y référant pour la période 2022-2024 ;

Le montant octroyé à la Commune d'Auderghem s'élève à 601.857 € (tel que mentionné dans l'annexe de l'Arrêté susmentionné) ;

La subvention sera liquidée en 4 tranches :

1. Une première tranche de 30 % du montant de la subvention sur présentation d'une déclaration de créance transmise pour le 01/04/2022 au plus tard ;
2. Une deuxième tranche de 30 % sera liquidée après réception et analyse du rapport d'évaluation des activités menées au cours de la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2022 et des pièces justificatives y relatives, sur base d'une déclaration de créance transmise pour le 01/06/2023 ;
3. Une troisième tranche de 30 % sera liquidée après réception et analyse du rapport d'évaluation des activités menées au cours de la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2023 et des pièces justificatives y relatives, sur base d'une déclaration de créance transmise pour le 01/06/2024 ;
4. Le solde sera liquidé après réception et analyse du rapport d'évaluation des activités menées au cours de la période allant 1er janvier au 31 décembre 2023, et des pièces justificatives y relatives à transmettre pour le 1er juin 2025.

La Convention et la déclaration de créance relative au versement de la 1ère tranche de 30 % (180.557,10 €) ont été soumises à l'approbation du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 22 février 2022 ;

DECIDE

d'approuver la Convention et la déclaration de créance du montant de la 1ère tranche de 30 % (180.557,10 €) relatives au subsidie octroyé par Perspective Brussels en vue de financer les plans locaux d'accrochage scolaire et les projets s'y référant pour la période 2022-2024.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale compétent pour les pouvoirs subsidiaires.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Preventie

Perspective Brussels - Lokale plannen ter preventie van schoolverzuim 2022-2024 : Overeenkomst en schuldvordering (1ste schijf van 30 %).

DE RAAD,

Gezien het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 decembre 2021 betreffende de toekenning van subsidies aan de Brusselse Gemeenten ten belope van 16.944.332 € voor de financiering van hun lokale plannen ter preventie van schoolverzuim en de daarmee verband houdende projecten voor de periode 2022-2024 ;

Het toegekende bedrag aan de Gemeente Oudergem is 601.857 € (zoals vermeld in de bijlage bij dit Besluit) ;

De subsidie wordt in 4 schijven betaald :

1. Een eerste schijf van 30 % van het bedrag van de subsidie tegen overlegging van een schuldvordering gestuurd uiterlijk op 01/04/2022 ;
2. Een tweede schijf van 30 % van het bedrag van de subsidie zal worden betaald na ontvangst en analyse van het evaluatieverslag over de activiteiten die in de periode van 1 januari tot 31 december 2022 werden gevoerd en de bijbehorende bewijsstukken, op basis van een schuldvordering die uiterlijk op 01/06/2023 wordt gericht ;
3. Een derde schijf van 30 % van het bedrag van de subsidie zal worden betaald na ontvangst en analyse van het evaluatieverslag over de activiteiten die in de periode van 1 januari tot 31 december 2023 werden gevoerd en de bijbehorende bewijsstukken, op basis van een schuldvordering die uiterlijk op 01/06/2024 wordt gericht ;
4. Het saldo zal worden uitgekeerd na ontvangst en analyse van het evaluatieverslag over de activiteiten die in de periode van 1 januari tot 31 december 2024 werden gevoerd en de bijbehorende bewijsstukken, op basis van een schuldvordering die uiterlijk op 01/06/2025 wordt gericht.

De Overeenkomst en de schuldvordering met betrekking tot de betaling van de eerste schijf van 30 % (180.557,10 €) werden door het College van Burgemeester en Schepenen op 22 februari 2022 goedgekeurd.

BESLIST

De Overeenkomst en de schuldvordering met betrekking tot de betaling van de eerste schijf van 30 % (180.557,10 €) in het kader van de subsidie toegekend door Perspective Brussels voor de financiering van hun lokale plannen ter preventie van schoolverzuim en de daarmee verband houdende projecten voor de periode 2022-2024.

Onderhavige beraadslaging zal aan de heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

31.03.2022/A/0019

Affaires flamandes

Accord avec la Huis van het Nederlands pour l'utilisation des « taaliconen ».

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale;

Vu le décret du Conseil flamand relatif à la promotion d'une politique culturelle locale qualitative et intégrale du 13 juillet 2001, modifiée par les décrets du 5 juillet 2001,

20 décembre 2002, 21 mars 2003, 24 décembre 2004, 23 décembre 2005, 30 juin 2006, 13 juillet 2007 et 6 juillet 2012;

Considérant l'approbation du plan local de politique culturelle 2020-2025 des partenaires de la politique culturelle locale à Auderghem lors de la réunion du collège du 28/11/2019 ;

Considérant que cette action sur les possibilités de pratique du néerlandais est soutenue par le service des affaires néerlandophones et le service de la culture néerlandophone de la commune d'Auderghem ;

Vu que cette action contribue aux objectifs suivants inclus dans le plan local culturel 2020-2025 d'Auderghem : (1) Opportunités de rencontre, de connexion et de créativité + (5) Apprendre et pratiquer le néerlandais ;

Vu la très forte demande des habitants concernant les possibilités de pratique du néerlandais pour les adultes, ainsi que du lieu et du moment où elles ont lieu dans l'arrondissement ;

Vu que les « taaliconen », développées par la Huis van het Nederlands, sont désormais considérées comme un instrument reconnaissable pour déterminer si une opportunité de pratique est adaptée à un certain public ;

Considérant que l'utilisation des « taaliconen » génère une publicité supplémentaire ;

Vu que les « taaliconen » seront immédiatement utiles pour le dépliant que les partenaires du plan local culturel distribueront, contenant des possibilités d'exercices en néerlandais pour les adultes à Auderghem, tel qu'approuvé par la réunion du Collège du 14 décembre 2021 ;

Vu qu'il n'y a pas d'impact financier associé à la conclusion de cet accord ;

DECIDE

D'approuver l'accord avec het Huis van het Nederlands sur l'utilisation des « taaliconen ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Vlaamse Zaken

Overeenkomst met het Huis van het Nederlands voor het gebruik van de taaliconen.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het decreet van de Vlaamse raad houdende het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid van 13 juli 2001, gewijzigd bij de decreten van 5 juli 2001, 20 december 2002, 21 maart 2003, 24 december 2004, 23 december 2005, 30 juni 2006, 13 juli 2007 en 6 juli 2012;

Gezien de goedkeuring van het Lokaal Cultuurbeleidsplan 2020-2025 Gemeente Oudergem van de partners van het Lokaal Cultuurbeleid in Oudergem tijdens de collegezitting van 28/11/2019;

Gezien deze actie betreffende oefenkansen Nederlands gedragen wordt door de dienst Nederlandstalige Aangelegenheden en de dienst Nederlandstalige Cultuur van de Gemeente Oudergem;

Gezien deze actie bijdraagt aan de volgende impactlijnen en doelstellingen opgenomen in het Lokaal Cultuurbeleidsplan 2020-2025 Oudergem: (1) Kansen voor ontmoeting, verbinding en creativiteit + (5) Nederlands leren en oefenen;

Gezien de zeer grote vraag van inwoners naar oefenkansen Nederlands voor volwassenen en waar en wanneer deze plaatsvinden in de gemeente;

Gezien de taaliconen, ontwikkeld door het Huis van het Nederlands, inmiddels als een herkenbaar instrument worden gezien om te bepalen of een oefenkans voor een bepaald publiek geschikt is;

Gezien het gebruik van de taaliconen extra publiciteit met zich meebrengt;
Gezien de taaliconen meteen van nut zullen zijn voor de folder die de partners van het Lokaal Cultuurbeleid zullen verspreiden met daarin oefenkansen Nederlands voor volwassenen in Oudergem, zoals goedgekeurd op de collegezitting van 14 december 2021;

Gezien er geen financiële impact verbonden is aan het afsluiten van deze overeenkomst;

BESLIST

De overeenkomst met het Huis van het Nederlands betreffende het gebruik van de taaliconen goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

31.03.2022/A/0020

Recette

Vérification de la caisse communale arrêtée en date du 31 décembre 2021

LE CONSEIL

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale;

PREND ACTE

du procès-verbal de la vérification de la caisse communale arrêtée en date du 31 décembre 2021 effectuée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Ontvangerij

Verificatie van de gemeentekas vastgesteld op 31 december 2021

DE RAAD

Gezien artikel 131 van de Nieuwe Gemeentewet;

NEEMT AKTE

van het proces-verbaal van het onderzoek van de gemeentekas op datum van 31 december 2021 uitgevoerd door het College van Burgemeester en Schepenen.

Onderhavige beraadslaging zal onder de vorm van de beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

31.03.2022/A/0021

Recette

Vérification de la caisse de la Régie Foncière arrêtée au 31 décembre 2021

LE CONSEIL,

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale ;

PREND ACTE

- du procès-verbal de la vérification de la caisse de la Régie Foncière arrêtée au 31 décembre 2021 effectuée par le Collège des Bourgmestres et Echevins.

La présente délibération, sous forme de bref exposé sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Ontvangerij

Verificatie van de kas van de Regie voor Grondbeleid op datum van 31 december 2021

DE RAAD,

Gezien artikel 131 van de Nieuwe Gemeentewet ;

NEEMT AKTE

- Van het proces-verbaal van onderzoek van de kas van de Regie van grondbeleid op datum van 31 december 2021 uitgevoerd door het College van Burgemeester en Schepenen.

Onderhavige beraadslaging zal onder de vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

31.03.2022/A/0022

Service Juridique

Introduction d'un recours au tribunal de première instance de Bruxelles à l'encontre de la taxe régionale à charge de titulaires de droits réels sur certains immeubles - Exercice d'imposition 2021 - MONTANT TOTAL : 7.372,52 € - Autorisation d'ester en justice

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, article 270 ;

Vu la décision du Collège des bourgmestres et échevins du 08.02.2022 (#002/08.02.2022/B/0080#) ;

DECIDE :

- d'autoriser le Collège à introduire un recours au tribunal de première instance de Bruxelles à l'encontre des taxes régionales à charge de titulaires de droits réels sur certains immeubles - Exercice d'imposition 2021 - MONTANT TOTAL : 7.372,52 €

- de charger le Secrétaire communal et le Bourgmestre de l'exécution de cette décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Juridische dienst

Beroep bij de Rechtbank van Eerste Aanleg te Brussel betreffende de gewestbelasting ten laste van houders van een zakelijk recht op sommige onroerende goederen - Belastingjaar 2021 - TOTAALBEDRAG: 7.372,52 € - Machtiging om rechtsvordering in te stellen

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet; artikel 270;

Overwegende de bijgevoegde beraadslaging van het College van burgemeester en schepenen van 08.02.2022 (#002/08.02.2022/B/0080#) ;

BESLIST

- het College te machtigen om een beroep in de rechtbank van eerste aanleg van Brussel in te stellen tegen de gewestelijke belasting ten laste van houders van een zakelijk recht op sommige onroerende goederen - Aanslagjaar 2021- Bedrag : 7.372,52 €

- de gemeentesecretaris en de burgemeester met de uitvoering van deze beraadslaging te belasten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

31.03.2022/A/0023

Secrétariat

Questions orales de Madame Carinne Lenoir (DéFI), de Monsieur Jeremy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck (MR-OpenVLD) à propos l'accueil des réfugiés ukrainiens à Auderghem

• **Question de Madame Carinne Lenoir**

Monsieur le Président,

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Echevins,

Chers Collègues,

Le jeudi 24 février dernier, des forces terrestres russes sont entrées sur le territoire ukrainien lançant ainsi une invasion militaire par Moscou. Le monde de paix que la construction européenne et la fin de la guerre froide nous avait apporté est parti en fumée avec la décision du Président russe d'envahir son voisin.

Je tiens tout d'abord à condamner fermement au nom de l'ensemble des membres du groupe DéFI cette attaque inconsidérée et injustifiable de la Russie contre l'Ukraine.

Depuis, quelque 2,5 millions d'Ukrainiens ont déjà fui l'horreur et les crimes de guerre qui sont perpétrés dans leur pays. Ils pourraient être 4 ou 5 millions au final, selon les organisations humanitaires dont potentiellement 800.000 sur le sol belge. L'exode est donc massif.

Nous savons que, dans les prochaines semaines, les réfugiés qui arriveront souffriront des stigmates de la guerre.

On sent également un véritable élan de solidarité en Belgique, notamment par des citoyens. Les gens font preuve d'une solidarité incroyable et nous nous devons de le saluer. Cet élan s'inscrit pleinement dans les objectifs poursuivis par la commune d'Auderghem suite à l'adoption à l'unanimité, le 2 mars 2018, par le Conseil communal, de la motion « Auderghem, commune hospitalière ». Pour rappel, cette motion avait affirmé notre volonté d'agir pour une plus grande justice migratoire.

Au-delà de cet élan de solidarité, la question du long terme qui va se poser. Il faudra fournir un logement, scolariser les enfants, mettre certaines personnes sur le marché du travail. Pour cela, il faut que le politique prenne le relais. Coordonner l'accueil de ces réfugiés constituera le plus grand défi qu'a connu l'Europe et ses pays membres depuis la IIème Guerre mondiale.

La Région bruxelloise a activé le lundi 14 mars la phase régionale de gestion de crise pour faire face au défi de l'accueil des réfugiés ukrainiens et coordonner les initiatives

qui sont prises par les différents acteurs concernés sur le territoire de la Région. C'est dans ce contexte, que la commune d'Auderghem a lancé un appel aux citoyens qui sont prêts à accueillir des réfugiés ukrainiens chez eux de manière temporaire ainsi qu'un appel aux dons de matériel médical d'urgence pour l'Ukraine vu la très grande pénurie dans les pharmacies et hôpitaux ukrainiens. La commune d'Auderghem a également été la première commune du pays et même la première autorité politique du pays à hisser le drapeau ukrainien afin d'afficher son soutien envers le peuple ukrainien dont les droits sont bafoués par un dictateur russe. Cette crise nous rappelle une nouvelle fois que les principes d'humanité ne sont pas négociables. Nous nous devons d'accueillir dignement ces réfugiés. C'est une question de valeurs ; ce sont les miennes, celles de mon parti et de ma commune. J'ai cependant quelques questions sur le sujet :

- Pourriez-vous nous exposer plus concrètement les démarches entreprises par la commune en ce qui concerne l'aide à la population ukrainienne et l'accueil des réfugiés ?
- La commune d'Auderghem a-t-elle été concertée par les autres niveaux de pouvoirs (Fédéral, Région) par rapport à l'accueil des réfugiés ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Carinne Lenoir
Conseillère communale

Question de Monsieur Jeremy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck

Monsieur le Président,
Monsieur le Bourgmestre,
Chers Collègues,

Les événements d'Ukraine ont jeté des millions de personnes sur les routes de l'exil. Nous condamnons évidemment avec force l'agression de la Russie contre l'Ukraine et nous sommes choqués par les violences commises par l'armée russe contre les populations civiles dans ce pays.

Cette situation dramatique n'a laissé personne indifférent en Belgique et en Europe, et les initiatives de solidarité se multiplient. De nombreux citoyens sont désireux d'aider et de soutenir les réfugiés ukrainiens, et il est important de coordonner ces bonnes volontés.

Il y a deux semaines, notre bourgmestre a notamment indiqué qu'un terrain, situé sur le « triangle Delta », derrière le Chirec, pourrait accueillir un village de réfugiés sous forme de bâtiments modulaires.

Nous souhaiterions faire le point sur les différentes initiatives prises ou proposées à l'heure actuelle.

Nos questions sont les suivantes:

- Actions concrètes :
 - Quelles sont les actions concrètes entreprises par la commune pour venir en aide aux réfugiés ukrainiens qui arrivent à Auderghem et comment ces actions sont-elles coordonnées ?
 - Le site internet destiné aux personnes qui souhaitent accueillir des réfugiés donne-t-il satisfaction ?
 - Quelle est la réponse donnée aux citoyens volontaires et quel soutien leur est-il apporté ?
 - Comment s'organise concrètement l'accueil des réfugiés dans la

commune ?

- Savez-vous combien de réfugiés ukrainiens ont déjà été accueillis par des citoyens à Auderghem ?
- A propos du « triangle Delta » :
 - Compte tenu de l'importance de la problématique, l'annonce du bourgmestre a-t-elle été validée par la majorité communale ?
 - Quelle a été la concertation avec les acteurs concernés avant la sortie de l'information dans la presse : la Société régionale d'aménagement urbain (SAU) qui possède le terrain, mais aussi le gouvernement régional, le Fédéral et la STIB ?
 - Cette proposition peut-elle être considérée comme réaliste, dans la mesure où le terrain concerné ne comprend, à l'heure actuelle, pas d'accès à l'eau, de réseau d'égouttage, d'électricité ou de voirie (selon la *DH* du 15 mars 2022) ?
 - L'utilisation des bâtiments vides et voués à une « transformation lourde » avenue de Beaulieu a-t-elle été envisagée ?
 - Quel est aujourd'hui, 31 mars, l'état de ce dossier ?

Nous vous remercions.

Jeremy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

• **Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre**

Selon un décompte publié par l'ONU samedi dernier, plus de 10 millions de personnes ont dû quitter leur foyer depuis l'invasion russe démarrée le 24 février. Sur ces 10 millions de personnes, 3,8 millions ont fui le territoire ukrainien pour prendre refuge dans d'autres pays.

L'Europe n'a pas connu de tels flots de réfugiés depuis la Deuxième Guerre mondiale. Sur ce nombre important, on parle d'un chiffre de 200.000 arrivées de réfugiés sur le territoire belge, avec, selon la clef de répartition actée par les différents gouvernements du Royaume, 20.000 hébergements en ce qui concerne la Région bruxelloise. Le risque est néanmoins réel que la Région bruxelloise, en tant qu'unique point d'entrée et d'enregistrement des Ukrainien-nes, assume plus que sa part.

En tant qu'autorité locale, la Commune d'Auderghem a pris, dès le début du conflit, plusieurs initiatives afin d'apporter une aide, tant au profit de l'Ukraine que de ses ressortissants réfugiés sur notre territoire.

En ce qui concerne l'aide humanitaire au profit de l'Ukraine, la MJA, Le Pavillon, les services de coordinations sociales et le Forum des Associations Solidaires d'Auderghem ont organisé une récolte de matériel médical d'urgence. De nombreux dons ont été récoltés et c'est plus ou moins 5 tonnes de matériel (4 transports) qui ont été acheminés vers le territoire ukrainien en partenariat avec l'ambassade d'Ukraine en Belgique.

En ce qui concerne l'aide au logement des personnes réfugiées en Belgique, l'administration communale a mis à disposition des particuliers, sur son site internet, un formulaire dans lequel toute personne disposée à accueillir des personnes réfugiées peut se porter candidate à l'hébergement.

A ce jour, plus de 200 propositions d'hébergement ont été introduites par les citoyennes auderghemois-es pour une période d'accueil variant entre 1 semaine à plusieurs mois, voire, pour certaines, plusieurs années. Ces propositions sont à destination de personnes isolées, de couples, de femmes accompagnées d'enfants ou encore même de familles entières.

L'administration communale a très vite désigné un responsable Hébergement. Nous avons mis sur pied un réseau de correspondant-es dans les services et avec le CPAS

pour faire face à cette crise ainsi qu'un point d'entrée et d'échange d'informations sur le site communal.

La commune a par exemple développé son propre outil d'enregistrement puis transmis ses informations à ses interlocuteurs chez Fedasil et auprès de la Haut-Fonctionnaire bruxelloise.

Depuis le 14 mars, Fedasil a donc contacté quotidiennement la Commune afin de proposer l'accueil de 5 à 10 réfugiés par jour.

L'accueil de ces personnes à Auderghem a été organisé sous l'égide du référent Hébergement en collaboration de différents services de l'administration communale, de la Maison de la Prévention, du CPAS et de l'ASBL le Pavillon. La salle des Paradisiens, située au 1336 chaussée de Wavre, a servi de lieu d'accueil des réfugiés et de rencontre entre ceux-ci et les hébergeurs privés. Sur place étaient présents des assistants sociaux, du personnel de la prévention, des traducteurs bénévoles ainsi qu'un chauffeur pour le transport vers les familles d'accueil, si besoin.

Fedasil annonçait donc, dans la matinée, une arrivée de réfugiés pour l'après-midi et il était donné rendez-vous à ceux-ci à la salle des Paradisiens. Entre-temps, des agents communaux contactaient des hébergeurs privés afin de faire le lien entre eux et les personnes accueillies. Les personnes étaient donc, à ce moment, mises en contact et amenées vers la famille d'accueil.

A ce jour, une soixantaine de personnes réfugiées ont été accueillies chez des hébergeurs privés à Auderghem via le canal communal. Il s'agit des personnes accueillies par le canal organisé entre la Commune et Fedasil et dont nous avons connaissance mais d'autres personnes réfugiées ont été accueillies via d'autres canaux. Il y a actuellement une centaine de personnes réfugiées accueillie à Auderghem mais ce chiffre est en évolution.

Pour faciliter l'accueil chez les particuliers, la Commune a mis en place plusieurs dispositifs :

- une porte d'entrée sur son site internet où sont canalisées et réparties entre acteurs communaux et CPAS les questions des hébergeurs et où ont été collectées une série d'informations relatives à l'accueil à proprement parler, aux démarches administratives devant être mise en œuvre par les personnes réfugiées, aux différents points de contact joignables en cas de besoin. Une liste de réponses aux questions les plus fréquentes a également été mise en ligne et régulièrement actualisée et le numéro vert a été activé ;
- une réunion d'information tenue le 29 mars lors de laquelle ont été invités l'ensemble des hébergeurs connus de l'administration communale afin de donner toute une série d'informations pratiques et de leur permettre de poser des questions ;
- une cellule d'assistance psychosociale destinée à rendre visite, sur demande, aux hébergeurs et hébergés afin d'assister psychologiquement tant les familles hébergées que les hébergeurs et pour, en cas de besoin, désamorcer des problèmes potentiels ;
- une cellule destinée à effectuer des visites sur place afin de contrôler, en cas de besoin, les lieux d'accueil proposés par les particuliers ;
- un groupe de traducteurs/interprètes pouvant assister, sur demande, les personnes hébergées et les hébergeurs en cas de besoins particuliers ;
- la mise à disposition du rez-de-chaussée de l'immeuble situé au 1975 chaussée de Wavre afin d'en faire un lieu de rencontres entre Ukrainien-nes résidant à Auderghem ;
- le suivi des différentes occupations chez les hébergeurs et le déplacement des personnes hébergées, en cas de besoin.

Dans le moyen à long terme, outre la recherche de logements durables, le défi résidera dans l'accompagnement et le soutien aux hébergeurs.

Au niveau régional, des réunions hebdomadaires ont été organisées entre la Haute Fonctionnaire de l'agglomération bruxelloise et les différents coordinateurs communaux afin de centraliser les différentes informations et pratiques des différentes autorités locales. A ce jour, plusieurs solutions structurelles sont évoquées – occupation précaire sur un terrain libre, mise à disposition de logement sociaux vacants, réquisition d'immeuble de bureaux vacants – mais aucune n'a encore été privilégiée.

Pour répondre très concrètement à Mme Lenoir quant à la concertation menée par la Région et le Fédéral, elle se réduit actuellement à des demandes d'informations des communes vers le centre de crise fédéral et vers la Haut Fonctionnaire. Pour la première fois cette semaine, la Région nous a interpellé pour définir le modèle futur de gestion de cette crise. Les relations avec Fedasil relèvent de la relation d'agents traitants à référent communal pour l'hébergement.

La question de Mme Maelschalck appelle la même réponse : notre commune, comme d'autres, ont dû avancer seules sans soutien ni Fédéral ni régional. La mise en action du plan de crise transférant des responsabilités au niveau de la Haut Fonctionnaire et de la Région s'est essentiellement traduit actuellement par des demandes d'informations et de reporting vers les communes, des injonctions de vérification et des exigences variant dans le temps.

Ce n'est que cette semaine que l'on peut considérer qu'un soutien en terme d'effort réel de coordination et de réflexion concertée sur le court et moyen terme quant à la gestion de cette crise a réellement vu le jour avec les réunions avec le coordinateur pour la crise nommé par la Région.

En ce qui concerne les différentes solutions de logement plus structurelles, la proposition de l'installation d'un « village d'accueil » sur le site dit « Triangle Delta » a évidemment été présentée et discutée en Collège et elle a donné lieu à une communication par la Commune à différents organismes : le Ministre Président Rudi Vervoort bien évidemment, la SAU ainsi que le cabinet du secrétaire d'Etat à l'asile et à la migration. Nul ne nous a répondu hormis le Secrétaire d'Etat pour nous remercier.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vragen van mevrouw Carinne Lenoir (DéFI), de heer Jeremy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck (MR-OpenVLD) met betrekking tot de opvang van Oekraïense vluchtelingen in Oudergem

• Vraag van mevrouw Carinne Lenoir

Mijnheer de voorzitter,
Mijnheer de burgemeester,
Dames en heren schepenen,
Waarde collega's,

Op donderdag 24 februari jongstleden zijn Russische grondtroepen het Oekraïense grondgebied binnengetrokken, waardoor Moskou een militaire invasie heeft ingezet. De wereld van vrede die de Europese constructie en het einde van de Koude Oorlog ons hadden gebracht, is in rook opgegaan door de beslissing van de Russische president om zijn buurland binnen te vallen.

Allereerst wil ik namens alle leden van de DéFI-groep deze onbezonnen en ongerechtvaardigde aanval van Rusland tegen Oekraïne krachtig veroordelen.

Sinds het begin van de oorlog zijn al ongeveer 2,5 miljoen Oekraïners gevlucht voor de gruwelen en oorlogsmisdaden die in hun land worden begaan. Volgens humanitaire

organisaties zouden het er uiteindelijk wel 4 of 5 miljoen kunnen worden, waarvan potentieel 800.000 op Belgische grond. We mogen dus spreken van een massale exodus.

We weten dat de vluchtelingen die in de volgende weken aankomen, zullen lijden onder de littekens van de oorlog.

Tegelijk is er een ware golf van solidariteit op gang gekomen in België, vooral via burgers. Veel mensen tonen ontzettend veel solidariteit en dat is iets wat we toejuichen. Dit elan sluit volledig aan bij de doelstellingen die de gemeente Oudergem nastreeft sinds het unaniem aannemen van de motie "Oudergem, een gastvrije gemeente" door de gemeenteraad op 2 maart 2018. Ter herinnering: die motie bekrachtigde onze ambitie om te ijveren voor een grotere rechtvaardigheid op het gebied van migratie.

Na deze golf van solidariteit zal de kwestie van de lange termijn rijzen. Er zal voor huisvesting moeten worden gezorgd, kinderen zullen een opleiding moeten kunnen volgen en sommige mensen zullen naar de arbeidsmarkt moeten worden begeleid. Daarvoor moet de politiek het overnemen. Het coördineren van de opvang van die vluchtelingen wordt voor Europa en zijn lidstaten de grootste uitdaging sinds de Tweede Wereldoorlog.

Op maandag 14 maart heeft het Brussels Gewest de gewestelijke crisisbeheerfase geactiveerd om het hoofd te bieden aan de uitdaging van de opvang van de Oekraïense vluchtelingen en om de initiatieven die door de verschillende betrokken actoren op het grondgebied van het Gewest worden genomen, te coördineren.

Het is in deze context dat de gemeente Oudergem een oproep heeft gelanceerd aan de burgers die bereid zijn Oekraïense vluchtelingen tijdelijk bij hen thuis op te vangen, alsook een oproep tot schenkingen van medisch noodmateriaal voor Oekraïne, gezien het heel grote tekort in de Oekraïense apotheken en ziekenhuizen. De gemeente Oudergem was ook de eerste gemeente van het land en zelfs de eerste politieke autoriteit van het land die de Oekraïense vlag heeft gehesen om haar steun te betuigen aan het Oekraïense volk, waarvan de rechten door een Russische dictator worden geschonden.

Deze crisis herinnert ons er eens te meer aan dat een menswaardig bestaan een onwrikbaar principe is dat vóór alles komt. We zijn het aan onszelf verplicht om deze vluchtelingen op een waardige manier op te vangen. Dat is een kwestie van waarden; het zijn de mijne, die van mijn partij en die van mijn gemeente.

Ik heb echter enkele vragen omtrent het onderwerp:

- Kunt u ons concretere toelichting verschaffen met betrekking tot de stappen die de gemeente heeft ondernomen om de Oekraïense bevolking te helpen en vluchtelingen op te vangen?
- Werd de gemeente Oudergem door de andere bevoegdheidsniveaus (federaal, gewestelijk) geraadpleegd over de opvang van vluchtelingen?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Carinne Lenoir

Gemeenteraadslid

• **Vraag van de heer Jeremy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck**

Mijnheer de voorzitter,

Mijnheer de burgemeester,

Waarde collega's,

De gebeurtenissen in Oekraïne hebben miljoenen mensen in ballingschap doen gaan. Uiteraard veroordelen wij met klem de agressie van Rusland tegen Oekraïne en zijn wij geschokt door het geweld dat het Russische leger begaat tegen de burgerpopulaties

in dat land.

Deze dramatische situatie laat niemand in België en Europa onverschillig, en de solidariteitsinitiatieven worden steeds talrijker. Vele burgers zijn bereid om Oekraïense vluchtelingen te helpen en te steunen, en het is belangrijk om deze voorstellen van goede wil te coördineren.

Twee weken geleden heeft onze burgemeester onder meer aangegeven dat op een terrein op de "Deltadriehoek", achter Chirec, een vluchtelingendorp in de vorm van modulaire gebouwen zou kunnen worden ingericht.

Wij zouden graag de balans opstellen van de verschillende initiatieven die thans zijn genomen of voorgesteld.

Onze vragen zijn de volgende:

- Concrete acties:
 - Welke zijn de concrete acties door de gemeente ondernomen om de Oekraïense vluchtelingen die in Oudergem aankomen, te helpen, en hoe worden deze acties gecoördineerd?
 - Geeft de website voor mensen die vluchtelingen willen opvangen, voldoening?
 - Welk antwoord en welke ondersteuning krijgen de burgers die zich als vrijwilliger opgeven?
 - Hoe wordt de opvang van vluchtelingen in de gemeente concreet georganiseerd?
 - Weet u hoeveel Oekraïense vluchtelingen reeds werden opgevangen door burgers in Oudergem?
- Over de "Deltadriehoek":
 - Werd de aankondiging van de burgemeester, gezien het belang van de problematiek, bekrachtigd door de gemeentelijke meerderheid?
 - Welk overleg heeft er plaatsgevonden met de betrokken actoren alvorens de informatie in de pers werd gepubliceerd: de gewestelijke Maatschappij voor Stedelijke Inrichting (MSI), die eigenaar is van het terrein, maar ook de gewestregering, het federale niveau en de MIVB?
 - Kan dit voorstel als realistisch worden beschouwd, aangezien er op het betrokken terrein - momenteel - geen toegang is tot water, geen rioleringsnetwerk, geen elektriciteit en geen wegen (volgens *DH* van 15 maart 2022)?
 - Is er nagedacht over het gebruik van de leegstaande gebouwen die bestemd zijn voor een "zware transformatie" in de Beaulieuwaan?
 - Wat is vandaag, 31 maart, de stand van zaken in dit dossier?

Wij danken u.

Jeremy Van Gorp en Martine Maelschalck, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD

• **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, Burgemeester**

Volgens een op zaterdag jongstleden door de VN gepubliceerde telling hebben meer dan 10 miljoen mensen hun huis moeten verlaten sinds de Russische invasie op 24 februari begon. Van deze 10 miljoen mensen hebben er 3,8 miljoen het Oekraïense grondgebied verlaten om hun toevlucht te zoeken in andere landen.

Europa heeft sinds de Tweede Wereldoorlog zo'n grote toevloed van vluchtelingen niet gekend.

Van dit grote aantal vluchtelingen zijn er naar verluidt 200.000 aangekomen op het Belgische grondgebied, met, volgens de verdeelsleutel die door de verschillende

regeringen van het Koninkrijk is opgetekend, 20.000 verblijven in het Brussels Gewest. Er bestaat echter een reëel risico dat het Brussels Gewest, als enige plaats van binnenkomst en registratie voor de Oekraïners, meer dan zijn deel voor zijn rekening zal nemen.

Als lokale overheid heeft Gemeente Oudergem, sinds het begin van het conflict, meerdere initiatieven genomen om hulp te bieden, zowel aan Oekraïne als aan zijn onderdanen die naar ons grondgebied zijn gevlucht.

Wat de humanitaire hulp voor Oekraïne betreft, hebben MJA, Le Pavillon, de diensten voor sociale coördinatie en het Forum van de Solidaire Verenigingen van Oudergem een inzameling van medisch noodmateriaal georganiseerd. Tal van giften werden ingezameld en ongeveer 5 ton materieel (4 transporten) werd naar het Oekraïense grondgebied gevoerd in samenwerking met de Oekraïense ambassade in België.

Wat betreft de ondersteuning van de huisvesting van de naar België gevluchte personen, heeft het gemeentebestuur op de gemeentelijke website, ten behoeve van particulieren, een formulier ter beschikking gesteld waarmee al wie bereid is om vluchtelingen onderdak te bieden, zich daarvoor kandidaat kan stellen.

Momenteel zijn er door de inwoners van Oudergem meer dan 200 voorstellen ingediend om onderdak te bieden, voor een periode die schommelt van 1 week tot meerdere maanden en in sommige gevallen zelfs voor meerdere jaren. Deze voorstellen zijn gericht op alleenstaanden, paren, vrouwen met kinderen of zelfs hele gezinnen.

Het gemeentebestuur heeft heel snel een verantwoordelijke Huisvesting aangesteld. Wij hebben een netwerk van correspondenten in de diensten en met het OCMW geïnstalleerd om deze crisis aan te pakken, alsook een punt van ontvangst en uitwisseling van informatie op de gemeentelijke website.

Zo bijvoorbeeld heeft de gemeente haar eigen registratie-instrument ontwikkeld en vervolgens haar informatie overgemaakt aan haar gesprekspartners bij Fedasil en de Brusselse hoge ambtenaar.

Sinds 14 maart neemt Fedasil dagelijks contact op met de Gemeente om de opvang van 5 tot 10 vluchtelingen per dag voor te stellen.

De opvang van deze mensen in Oudergem is georganiseerd onder auspiciën van de referentiepersoon Huisvesting in samenwerking met verschillende diensten van het gemeentebestuur, het Preventiehuis, het OCMW en vzw Le Pavillon. Salle des Paradisiërs, gelegen op Waversesteenweg 1336, diende als ontvangstruimte voor de vluchtelingen en als ontmoetingsplaats voor die mensen en de particuliere gastheren en -vrouwen. Ter plaatse waren maatschappelijk werkers, preventiemedewerkers en vrijwillige vertalers aanwezig, alsook een chauffeur voor het vervoer naar de gastgezinnen, indien nodig.

Fedasil kondigde dus in de voormiddag aan dat er in de namiddag vluchtelingen zouden aankomen, en er werd met die mensen afgesproken in Salle des Paradisiërs. Ondertussen namen gemeenteambtenaren contact op met particuliere logiesverstrekkers om de link te leggen tussen hen en de opgevangen personen. Die mensen werden dan op dat moment in contact gebracht en naar het opvanggezin gebracht.

Tot nu toe hebben een zestigtal vluchtelingen via het gemeentelijke kanaal onderdak gevonden bij particuliere logiesverstrekkers in Oudergem. Het gaat om de mensen die zijn opgevangen via het tussen de Gemeente en Fedasil georganiseerde kanaal en van wie wij op de hoogte zijn, maar andere vluchtelingen zijn via andere kanalen opgevangen. Momenteel worden er ongeveer honderd vluchtelingen in Oudergem opgevangen, maar dit aantal evolueert.

Om de opvang bij particulieren te vergemakkelijken, heeft de Gemeente meerdere voorzieningen geïmplementeerd:

- een toegangspunt op haar website waar vragen van logiesverstrekkers

worden gekanaliseerd en verspreid onder gemeentelijke actoren en OCMW's, en waar een reeks gegevens is verzameld over de opvang zelf, de administratieve stappen die de vluchtelingen moeten ondernemen, en de verschillende contactpunten die in geval van nood kunnen worden bereikt. Ook is er een lijst met antwoorden op de meest gestelde vragen online gezet en wordt die regelmatig bijgewerkt, en is het groene telefoonnummer geactiveerd;

- een informatievergadering op 29 maart, waarop alle bij het gemeentebestuur bekende logiesverstrekkers waren uitgenodigd om hen een hele reeks praktische inlichtingen te verstrekken en hen de gelegenheid te bieden vragen te stellen;
- een cel voor psychosociale bijstand bestemd om, op verzoek, logiesverstrekkers en gasten te bezoeken om zowel de opgevangen als de opvanggezinnen psychologisch bij te staan en zo nodig aan mogelijke problemen te verhelpen;
- een cel bestemd om bezoeken ter plaatse af te leggen om, indien nodig, de door particulieren aangeboden opvangvoorzieningen te controleren;
- een groep vertalers/tolken die, op verzoek, gasten en logiesverstrekkers in geval van bijzondere behoeften kunnen bijstaan;
- terbeschikkingstelling van de gelijkvloerse verdieping van het gebouw op Waverssesteenweg 1975 om er een ontmoetingsplaats van te maken voor de Oekraïners die in Oudergem verblijven;
- toezicht op de verschillende verblijven bij de logiesverstrekkers en, indien nodig, verhuizing van de opgevangen personen.

Op middellange tot lange termijn zal de uitdaging er niet alleen in bestaan om duurzame huisvesting te vinden, maar ook om de logiesverstrekkers te begeleiden en te ondersteunen.

Op het gewestelijke niveau werden er wekelijkse vergaderingen georganiseerd tussen de Hoge Ambtenaar van de Brusselse agglomeratie en de verschillende gemeentelijke coördinatoren om de verschillende inlichtingen en praktijken van de verschillende plaatselijke overheden te centraliseren. Tot dusver zijn er meerdere structurele oplossingen aangehaald - voorlopige bewoning van een vrij terrein, terbeschikkingstelling van leegstaande sociale woningen, opvoering van leegstaande kantoorgebouwen - maar geen enkele daarvan heeft tot nu toe de voorkeur gekregen.

Om heel concreet te antwoorden op de vraag van mevrouw Lenoir over het gevoerde overleg tussen het gewest en het federale niveau, kan ik zeggen dat dit momenteel beperkt is tot verzoeken om informatie vanwege de gemeenten aan het federale crisiscentrum en aan de hoge ambtenaar. Deze week heeft het Gewest voor het eerst contact met ons opgenomen met de vraag om het toekomstige model voor het beheer van deze crisis te definiëren. De betrekkingen met Fedasil vormen een onderdeel van de relatie tussen de behandelende ambtenaren en de gemeentelijke referentiepersoon voor de huisvesting.

De vraag van mevrouw Maelsalck roept hetzelfde antwoord op: onze gemeente moest, net als andere, alleen verder, zonder federale of gewestelijke steun. De uitvoering van het crisisplan waarbij verantwoordelijkheden worden overgedragen aan de Hoge Ambtenaar en het Gewest, heeft zich momenteel vooral vertaald in informatieverzoeken en rapportage aan de gemeenten, verificatiebevelen en in de tijd variërende eisen.

Pas deze week is er echt steun gekomen in de vorm van een reële inspanning tot coördinatie en gezamenlijke reflectie op korte en middellange termijn met betrekking tot het beheer van deze crisis, via de vergaderingen met de door het Gewest aangestelde crisiscoördinator.

Wat de verschillende meer structurele huisvestingsoplossingen betreft, werd het voorstel om een "opvangdorp" op te richten op de plaats die bekend staat als de

"Deltadriehoek", uiteraard voorgesteld en besproken in het college en door de Gemeente aan verschillende instanties meegedeeld: Minister-President Rudi Vervoort, uiteraard, de MSI en het kabinet van de staatssecretaris voor Asiel en Migratie. Niemand, behalve de staatssecretaris, heeft geantwoord om ons te bedanken.

De Raad neemt akte.

31.03.2022/A/0024

Secrétariat

Question orale de Monsieur Jeremy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck (MR-Open VLD) à propos de l'accrochage scolaire

Monsieur le Président,
Monsieur le Bourgmestre,
Chers Collègues,

Notre Conseil doit se prononcer à propos du versement d'une tranche des plans locaux d'accrochage scolaire, via Perspective Brussels.

Nous aimerions obtenir quelques précisions sur l'évolution de ce projet dans notre commune.

Nos questions sont les suivantes:

- Quels sont les projets en cours et dans quelle(s) école(s) ?
- Les résultats obtenus depuis le lancement des projets sont-ils mesurés et évalués ? Si oui, quels sont-ils ?
- Le décrochage scolaire est-il une problématique significative dans notre commune ? Avez-vous constaté une évolution depuis la crise du Covid-19 ?
- Savez-vous combien d'élèves sont aidés chaque année à Auderghem via le plan d'accrochage scolaire ?

Nous vous remercions.

Jeremy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

• **Réponse de Monsieur Didier Molders, Échevin**

Madame la Conseillère,
Monsieur le Conseiller,

Je vous remercie pour vos questions et voici mes réponses.

- Quels sont les projets en cours et dans quelle(s) école(s) ?

Cela fait maintenant plus de 15 ans que nous proposons via l'Espace Prévention et Action Scolaire un service gratuit, indépendant et neutre, accessible à toute personne concernée par une situation liée à la scolarité.

Les actions se déploient en 4 axes :

- **L'accompagnement scolaire** dans 5 écoles de devoirs réparties sur la commune. Pour ce qui concerne l'espace de prévention pour l'Accrochage Scolaire (ESPAS) Nos actions s'adressent aux jeunes domiciliés et ou scolarisés sur le territoire communal. La quasi-totalité des situations rencontrées est constituée d'enfant en âge scolaire. Le décrochage scolaire, qu'il soit actif ou passif, des jeunes influe sur l'ambiance de toute la famille la

réussite scolaire étant perçue comme seule possibilité d'ascension sociale. C'est donc l'ensemble de la famille, qui bénéficie de nos actions. De même, la médiation scolaire en rétablissant le dialogue entre école et famille fait bénéficier des résultats engrangés aux enseignants et directions concernées. Nos actions de personne ressource et de relais influe positivement sur la capacité de services extérieurs à mener des actions en lien avec la scolarité ou la lutte contre le décrochage scolaire sur le territoire communal..

- **Le soutien scolaire individualisé** organisés durant les vacances scolaires (Plaisir d'apprendre reconduit en 2022)
- Le **service de médiation** est resté actif tout au cours de l'année, nous notons un retour à la normale concernant les demandes de médiation. Le délai reste bien plus long entre le premier contact et la clôture d'un dossier, ceci étant dû à la difficulté de joindre bon nombre d'intervenants extérieurs. Le passage de classe quasi systématique en juin 2020 ayant conduit certains établissements à se montrer nettement plus pointilleux en manière de passage de classe en juin 2021, nous avons vu le nombre de demandes de recours exploser. De même, les demandes de soutien en vue d'une réorientation ou changement d'établissement scolaire est en nette hausse. Nous avons encore reçu plusieurs demandes de soutien en lien avec le décrochage scolaire actif ainsi que du nombre de jeunes en incapacité psychique de suivre les cours (couverts par certificats médicaux
- **Accueil des élèves en situation d'exclusion** tant pour les élèves de primaire que secondaire afin d'éviter la répétition du phénomène en menant des actions préventives et éducatives. Les écoles de la Fédération Wallonie Bruxelles sont toutes concernées par ces dispositifs.
- Les résultats obtenus depuis le lancement des projets sont-ils mesurés et évalués ? Si oui, quels sont-ils ?
- Il est difficile d'obtenir des statistiques en matière de décrochage scolaire auprès des écoles, généralement ces données sont extrêmement sensibles tant en terme de confidentialité que de réputation des écoles. Il en reste pas moins que les services ont pour charge de gérer les données de ce que l'on appelle « le chiffre noir » du décrochage, c'est-à-dire des enfants qui ne sont inscrits nulle part dans l'un des réseaux scolaires. Pour ce faire, il reçoit une liste de mineurs qui ne sont pas répertoriés dans un centre scolaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles, liste qu'il soumet au service population pour déterminer si les mineurs n'ont tout simplement pas déménagés, ou suivent leur scolarité à l'étranger ou dans un centre spécialisé. Après ce premier tri, la police fait son enquête auprès des adresses restantes, et toute une série de radiations tombent suite à ces enquêtes étant donné que, dans la très grande majorité des cas, ces mineurs ne sont plus domiciliés à Auderghem. Dans le cas de figure où nous aurions un enfant non-scolarisé sur notre commune, le dossier est soumis au Parquet qui a le pouvoir de contraindre une famille dysfonctionnant. A Auderghem, ce n'est pas encore arrivé. Toutes ces données sont ensuite communiquée par les services auprès d'une plateforme de la FWB.

Il faut noter que l'évaluation annuelle est obligatoire pour obtenir les subsides.

- Le décrochage scolaire est-il une problématique significative dans notre commune ? Avez-vous constaté une évolution depuis la crise du Covid-19 ?

La problématique la plus significative qui fût révélée durant la pandémie est celle de la fracture numérique. Nous avons pu maintenir les prêt de pc portables aux jeunes ne possédant pas le matériel nécessaire afin de suivre les cours donnés en alternance

présentiel/distanciel. L'implication permanente de l'ensemble de l'équipe afin de s'adapter aux réalités de terrains et aux évolutions de la situation sanitaire fût constante. Nous avons en plus développé une remédiation scolaire originale durant une semaine en juillet (**plaisir d'apprendre**). Un engagement complémentaire (projet covid) nous a permis de pallier aux absences du personnel et des bénévoles, de développer un projet plus axé sur le soutien individualisé des jeunes présentant le plus grand risque de décrochage scolaire ainsi qu' un soutien aux parents dans le suivi scolaire de leurs enfant. Le projet Plaisir d'apprendre va être reconduit en août 2022.

La **pandémie** à laquelle nous sommes tous confrontés à bien sûr eu un impact non négligeable sur nos actions en 2021 même si moins important que celui subit en 2020. Nos services d'accompagnement scolaire ont pu conserver le contact avec la quasi-totalité des jeunes qu'ils accompagnaient et même accueillir de nouveaux jeunes, L'ensemble de nos structures ont accueillis les jeunes en présentiel, les adaptations mises en place visant plutôt à se montrer cohérents par rapports aux mesures mises en place au sein des établissements scolaires et à répondre aux obligations légales. Le retour à la normale s'opère progressivement.

- Savez-vous combien d'élèves sont aidés chaque année à Auderghem via le plan d'accrochage scolaire ?

Le **nombre de demande** de soutien est de 358 et est resté relativement stable pour l'année 2021 même si nous notons une légère augmentation des demandes en lien avec des jeunes qui présentent d'importantes difficultés scolaires.

La répartition par âge est la suivante :

5-12 ans > 30%

13-15 ans > 42%

16-18 ans > 28%

En espérant avoir répondu à vos questions.

Didier Molders

Echevin de la prévention

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van de heer Jeremy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck (MR-Open VLD) over schoolinschakeling

Mijnheer de voorzitter,

Mijnheer de burgemeester,

Waarde collega's,

Onze raad moet zich uitspreken over de betaling van een schijf van de lokale plannen ter preventie van schoolverzuim, via perspective.brussels.

Wij zouden graag enkele preciseringen krijgen over de ontwikkeling van dit project in onze gemeente.

Onze vragen zijn de volgende:

- Welke projecten lopen er en in welke school of scholen?
- Worden de sinds het begin van de projecten bereikte resultaten gemeten en geëvalueerd? Zo ja, welke resultaten zijn dat?
- Is schoolmoeheid een substantieel probleem in onze gemeente? Hebt u een evolutie gezien sinds de covidcrisis?
- Weet u hoeveel leerlingen er jaarlijks in Oudergem via het plan ter preventie van schoolverzuim geholpen worden?

Wij danken u.

Jeremy Van Gorp en Martine Maelschalck, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD

• **Antwoord van de heer Didier Molders, schepen:**

Geachte mevrouw gemeenteraadslid,

Geachte heer gemeenteraadslid,

Ik dank u voor uw vragen - zie hier mijn antwoorden.

- Welke projecten lopen er en in welke school of scholen?

Al meer dan 15 jaar lang bieden wij via de Ruimte voor Preventie en Onderwijsacties een kosteloze, onafhankelijke en onpartijdige dienstverlening aan, toegankelijk voor iedereen die te maken krijgt met een schoolgebonden situatie.

De acties worden volgens 4 assen gevoerd:

- **Schoolbegeleiding** in 5 huiswerkscholen verspreid over de gemeente. Wat de Ruimte voor Preventie en Onderwijsacties (Espace de Prévention pour l'Accrochage Scolaire, ESPAS) betreft, zijn onze acties gericht op jongeren die op het gemeentelijke grondgebied wonen en/of naar school gaan. Bijna alle aangetroffen situaties betreffen kinderen van leerplichtige leeftijd. Ongeacht of ze actief of passief is, heeft schoolmoeheid van jongeren een invloed op de sfeer in het hele gezin, aangezien slagen op school wordt gezien als de enige manier om hogerop te komen in de maatschappij. Het is dus het hele gezin dat baat heeft bij onze acties. Evenzo doet de bemiddeling op school, door de dialoog tussen school en gezin te herstellen, de betrokken leerkrachten en directies meegenieten van de geboekte resultaten. Onze acties als contact- en verbindingspersoon hebben een positieve invloed op de capaciteit van externe diensten om acties uit te voeren in verband met de leerplicht of de strijd tegen schoolmoeheid op het gemeentelijke grondgebied.
- **Geïndividualiseerde huiswerkbegeleiding** georganiseerd tijdens de schoolvakanties (Plaisir d'apprendre - leren met plezier - voortgezet in 2022)
- De **bemiddelingsdienst** bleef het hele jaar actief - we bemerken een terugkeer naar normale niveaus voor wat betreft de bemiddelingsverzoeken. De tijd tussen het eerste contact en de afsluiting van een zaak blijft wel veel langer, vermits heel wat externe interveniënten moeilijk bereikbaar zijn. Aangezien de bijna systematische klasovergang in juni 2020 ertoe heeft geleid dat bepaalde scholen zich veel strikter hebben opgesteld bij de klasovergang in juni 2021, hebben we een explosieve toename gezien van het aantal verzoeken om beroep. Ook het aantal verzoeken om ondersteuning met het oog op heroriëntatie of verandering van school neemt duidelijk toe. Wij hebben nog verscheidene verzoeken om ondersteuning ontvangen in verband met actieve schoolmoeheid en jongeren die psychisch niet in staat zijn de lessen te volgen (gedekt door medische attesten).
- **Opvang van leerlingen in een situatie van uitsluiting** zowel voor leerlingen van de basisschool als voor die van de middelbare school om herhaling van het verschijnsel te vermijden door het uitvoeren van preventieve en educatieve acties. Deze voorzieningen zijn bestemd voor alle scholen van de Federatie Wallonië-Brussel.
- Worden de sinds het begin van de projecten bereikte resultaten gemeten en geëvalueerd? Zo ja, welke resultaten zijn dat?
- Het is moeilijk om van scholen statistieken inzake schoolverzuim te

verkrijgen, aangezien deze gegevens gewoonlijk uiterst gevoelig liggen, zowel wat de vertrouwelijkheid als wat de reputatie van de scholen betreft. Niettemin zijn de diensten verantwoordelijk voor het beheer van gegevens met betrekking tot het zogenaamde "zwarte cijfer" van het schoolverzuim, d.w.z. kinderen die in geen enkel van de schoolnetwerken zijn ingeschreven. Daartoe ontvangen zij een lijst van minderjarigen die niet zijn ingeschreven in een schoolcentrum van de Federatie Wallonië-Brussel, die zij voorleggen aan de dienst Bevolking om na te gaan of de minderjarigen misschien eenvoudigweg zijn verhuisd of hun leerplicht vervullen in het buitenland of in een gespecialiseerd centrum. Na deze eerste sortering onderzoekt de politie de resterende adressen, en naar aanleiding van deze onderzoeken kan er een hele reeks namen worden geschrapt, aangezien deze minderjarigen in de overgrote meerderheid van de gevallen niet langer in Oudergem gedomicilieerd zijn. In het scenario waarbij er in onze gemeente een kind zou zijn dat niet naar school gaat, wordt de zaak voorgelegd aan het Parket, dat de bevoegdheid heeft om een slecht functionerend gezin tot de orde te roepen. In Oudergem is dat nog niet gebeurd. Al deze gegevens worden vervolgens door de diensten doorgegeven aan een platform van de FWB.

Er zij op gewezen dat de jaarlijkse evaluatie verplicht is om de subsidies te verkrijgen.

- Is schoolmoeheid een substantieel probleem in onze gemeente? Hebt u een evolutie gezien sinds de covidcrisis?

Het belangrijkste probleem dat tijdens de pandemie aan het licht kwam, was de digitale kloof. Wij hebben laptops kunnen blijven uitlenen aan jongeren die niet over de nodige apparatuur beschikken om de cursussen te volgen die afwisselend in klasverband en op afstand werden gegeven. De betrokkenheid van het hele team om zich aan te passen aan de realiteit op het terrein en aan de veranderingen in de gezondheidssituatie was een constante. Daarnaast hebben we een originele onderwijsremediëring tijdens een week in juli (**Plaisir d'apprendre, leren met plezier**) ontwikkeld. Een aanvullende verbintenis (covidproject) heeft ons in staat gesteld de afwezigheid van personeel en vrijwilligers te compenseren, een project te ontwikkelen dat meer focust op geïndividualiseerde ondersteuning aan jongeren die het grootste risico lopen op schoolmoeheid en op ondersteuning van de ouders bij de opvolging van hun kinderen op schoolvlak. Het project Plaisir d'apprendre/leren met plezier zal in augustus 2022 worden voortgezet.

De **pandemie** waarmee wij allen worden geconfronteerd, heeft uiteraard een niet-verwaarloosbare invloed gehad op onze acties in 2021, zij het een minder grote dan in 2020. Onze schoolbegeleidingsdiensten konden met bijna alle jongeren die zij ondersteunden, contact houden en zelfs nieuwe jongeren verwelkomen. Al onze structuren onthaalden de jongeren ter plaatse, waarbij de aanpassingen eerder bedoeld waren om in overeenstemming te zijn met de binnen de scholen ingevoerde maatregelen en om aan de wettelijke verplichtingen te voldoen. De terugkeer naar de normale gang van zaken vindt geleidelijk aan plaats.

- Weet u hoeveel leerlingen er jaarlijks in Oudergem via het plan ter preventie van schoolverzuim geholpen worden?

Het **aantal verzoeken** om ondersteuning bedraagt 358 en is voor het jaar 2021 relatief stabiel gebleven, hoewel er een lichte toename is van verzoeken die betrekking hebben op jongeren met belangrijke leermoeilijkheden.

Spreiding volgens leeftijd:

5-12 jaar > 30%

13-15 jaar > 42%

16-18 jaar > 28%
Ik hoop dat ik uw vragen heb beantwoord.
Didier Molders
Schepen van Preventie

De Raad neemt akte.

31.03.2022/A/0025

Secrétariat

Motion demandant une accessibilité et une proximité pertinente pour les distributeurs automatiques de billets dans la commune d'Auderghem

Le Conseil communal,

Vu la directive européenne 2019/882 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services ;

Vu la loi du 24 mars 2003, modifiée par la loi du 1^{er} avril 2007, instaurant un service bancaire de base et imposant aux banques un service bancaire garanti ;

Vu le Plan d'action fédéral handicap 2021 – 2024 prévoyant que, en concertation avec le secteur financier (dont Febelfin), des accords seront conclus sur l'accessibilité, notamment en ce qui concerne la proximité du réseau bancaire et des distributeurs automatiques de billets ;

Considérant l'objectif poursuivi par la directive 2019/882 de contribuer au bon fonctionnement du marché intérieur en rapprochant les dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en ce qui concerne les exigences en matière d'accessibilité applicables à certains produits et services, en ce compris les terminaux de paiement et certains terminaux en libre-service tels que les distributeurs automatiques de billets de banque (DAB), grâce, notamment, à l'élimination et à la prévention des obstacles, qui entravent la libre circulation des produits et des services relevant de la présente directive, découlant d'exigences divergentes en matière d'accessibilité dans les États membres ;

Que la transposition en droit national des pays de l'Union européenne de la directive 2019/882 doit intervenir au plus tard le 28 juin 2022 ;

Considérant que l'argent liquide est résilient, favorise l'inclusion financière et reste un support de l'épargne pour certains ménages et que l'accessibilité à l'argent liquide est donc un enjeu de société démocratique et de protection de la vie privée ;

Considérant qu'un éloignement déraisonnable de distributeurs de billets représente une difficulté plus importante pour les personnes à mobilité réduite, les personnes âgées, les personnes souffrant de handicap ou touchées par la fracture numérique, celles qui ne sont pas actives sur internet et qui n'utilisent pas de services bancaires numériques ;

Considérant que la disparition des distributeurs de billets pose des problèmes à l'exploitation de plusieurs types de commerce, notamment les commerces de détail, les maraichers, les commerçants ambulants, forains, ou encore les cafés ;

Considérant les services bancaires de base tels que définis au chapitre 8 du titre 3 Services de paiement, articles VII.56/1 à VII.59/3 du livre VII du Code de droit économique, comprenant les opérations suivantes : "dépôts, retraits d'argent, virements, ordres permanents, domiciliations, exécution d'opérations de paiement par le biais d'une carte de paiement ou d'un dispositif similaire" ;

Considérant que, d'après la Banque centrale européenne, 15 % des Belges estimaient en 2020 qu'il était assez difficile ou très difficile d'accéder à un distributeur de billet dans notre pays juste derrière Malte (21 %), la Grèce (17 %) et la Lituanie (16 %) ;

Considérant que 58 % des paiements et 33 % de la valeur de toutes les transactions en 2019 effectuées par les particuliers étaient encore réalisés à l'aide d'argent liquide en Belgique ;

Considérant que la diminution du nombre d'agences bancaires se poursuit de manière accélérée sur tout le territoire national, qui risque de perdre 66,81% de ses agences en 20 ans ;

Considérant qu'entre 2008 et 2020, le nombre d'agences bancaires en Belgique est passé de 8.259 à 4.232 en Belgique ;

Considérant que le taux de couverture bancaire diffère entre les trois régions. Qu'ainsi en 2020, 68,19% des agences bancaires étaient implantées en région flamande, contre 25,5% en région wallonne et 6,31% en région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'on comptait fin 2020 6.912 distributeurs répartis sur 3.995 endroits. Fin 2025, il en restera selon les projections de la Banque Nationale, 4.037, éparpillées sur 2.204 emplacements ;

Considérant que le consortium Batopin annonce vouloir garantir à 95% des Belges un accès à un distributeur automatique de billets à moins de cinq kilomètres de leur domicile alors que 98% des Belges ont actuellement accès à un distributeur à moins de cinq kilomètres de leur domicile et 60% ont accès à un distributeur à moins d'un kilomètre de leur domicile ;

Considérant que, selon la Fondation Roi Baudouin, quatre citoyens sur dix pouvaient être en situation de vulnérabilité numérique, situation qui concerne particulièrement les femmes isolées, les aînés et les personnes socio-économiquement et culturellement moins favorisées ;

Considérant que la digitalisation bancaire (internet et mobile) continue de progresser, ce qui constitue une avancée positive pour bon nombre de citoyens notamment en ce qui concerne l'accès aux comptes et opérations bancaires ;

Que toutefois, de nombreuses personnes se sentent exclues de la numérisation des services bancaires, pour qui cette dernière constitue un obstacle supplémentaire à l'autonomie financière ;

Que par ailleurs le nombre d'appareils permettant d'effectuer des virements et de consulter son compte est en diminution constante depuis plusieurs années, -39,68% entre 2018 et 2020 ;

Considérant la mise en place en 2019 du label EPN (Espace public numérique) par la Région bruxelloise, qui constitue un gage de qualité et de reconnaissance pour les EPN qui remplissent certains critères : nombre d'heures d'ouverture, nombre d'heures de formation, présence d'un animateur qualifié, matériel adéquat ;

Que la commune d'Auderghem dispose d'un Espace public numérique de proximité qui met à disposition des habitants du matériel informatique et connecté à Internet, des imprimantes, mais aussi un programme de formation à la bureautique et au multimédia, des stages d'initiation et de perfectionnement à destination des enfants ;

Considérant que le PRDD inscrit la Région dans la perspective de "La ville à 10 minutes" qui doit permettre à chaque citoyen de trouver dans ce rayon les services de proximité nécessaires à la vie quotidienne, dont des distributeurs bancaires, sans recourir à des déplacements superflus ;

Considérant que, au sein de la Capitale de l'Europe, le manque d'accès à des distributeurs de billets peut représenter un frein pour le tourisme ainsi que pour le commerce qui y est associé et qui en bénéficie habituellement ;

Considérant que le secteur bancaire a bénéficié à plusieurs reprises de nombreuses aides publiques et doit assurer des missions d'intérêt général ;

Considérant que la crise sanitaire a davantage accéléré la digitalisation des services bancaires en raison de la fermeture des agences pendant les périodes de confinement et le maintien de l'obligation de prendre rendez-vous une fois les mesures sanitaires levées dans plusieurs réseaux bancaires ;

Considérant toutefois que, depuis 2003, la législation consacre le principe du service

bancaire de base afin de permettre à de nombreuses personnes de disposer d'un compte à vue auprès d'une banque, et ce, afin d'effectuer des dépôts et retraits d'argent, des virements, des ordres permanents, des domiciliations, des opérations de paiement par le biais d'une carte de paiement ou d'un dispositif similaire ;

Considérant que le coût maximum du service bancaire de base s'élève à 17,26 euros à partir du 1er janvier 2022 ;

Que, selon les informations communiquées par l'Ombudsfin, le nombre de compte de base ouvert en 2020 s'élève à 9.442, sur un total de 23.089 comptes de base ;

Que compte tenu de la faiblesse du nombre de comptes bancaires de base au regard de la population éligible en Belgique, plusieurs acteurs ont à dénoncer à de multiples reprises le manque de publicité du service bancaire de base ;

Considérant également que depuis le 1^{er} janvier 2022, le service bancaire universel (SBU) est entré en vigueur, permettant aux personnes qui éprouvent des difficultés avec les technologies numériques d'effectuer des virements à un tarif raisonnable (maximum 60 euros par an), et plafonnant le coût des extraits de compte envoyés par la poste ;

Que toutefois le service bancaire universel ne règle pas la question de l'accès aux services bancaires pour les personnes non digitalisées ;

Considérant le projet « Batopin » de 4 grandes banques fixant pour objectif de permettre à 95 % de la population d'avoir accès à un distributeur dans un rayon de 5 kilomètres au maximum ;

Que ce projet, visant à supprimer tous les distributeurs automatiques de billets en agence pour les remplacer par des distributeurs neutres, devrait faire chuter le nombre de distributeurs d'ici 2024-2025 ;

Considérant le projet de la coopérative « Jofico » de cinq institutions bancaires plus modestes visant à créer des économies d'échelle, notamment au niveau de la maintenance des machines ou des logiciels d'exploitation sans procéder à des réductions du nombre de distributeurs automatiques de billets ;

Considérant que des négociations sont en cours depuis le 2 décembre 2021 entre le gouvernement fédéral et Febelfin afin d'aboutir à un protocole sectoriel d'ici l'été 2022 ou, à défaut, à une loi contraignante ;

Considérant néanmoins que dans le cadre du septième contrat de gestion entre l'Etat belge et Bpost, ce dernier s'engage à maintenir minimum 350 distributeurs automatiques de billets dans les bureaux de poste et d'assurer la présence de cet équipement sur toutes les communes où ce service n'est pas offert actuellement par une autre institution financière ;

Considérant que les quatre banques du consortium Batopin détiennent 73 % des distributeurs automatiques de billets installés en Belgique et que, dès lors, leur projet de rationalisation pourrait provoquer la disparition de 38 % à 44 % des distributeurs automatiques de billets du territoire national ;

Considérant que le consortium Batopin ne garantit pas à ce stade que ses futurs distributeurs seront accessibles entre 6h et 22h, proposeront des services bancaires de base et n'appliqueront pas un surcoût sur les opérations de retrait ;

Considérant la nécessité de garantir une couverture géographique et une accessibilité horaire de distributeurs automatique de billets et aux services bancaires de base ;

Considérant qu'il est nécessaire de porter une attention particulière à l'accessibilité pratique de ces futurs point cash neutre (porte d'accès, présence d'éventuelles marches, hauteur des écrans, ...) ;

Considérant la suppression d'agences bancaires et de distributeurs au cours de ces dernières années dans tous les quartiers de la Commune à l'exception de celui de la place Pinoy ;

Considérant que l'accès à des espèces, notamment à une distance raisonnable de son domicile, constitue un droit pour les citoyen.nes qu'il s'agit de protéger ;

1. Demande au Gouvernement Fédéral :

- D'exiger un gel des projets de rationalisation des réseaux de distributeurs automatiques de billets en cours ;
- En ce qui concerne le déploiement des distributeurs automatiques de billets : de garantir un maillage des distributeurs automatiques de billets sur le territoire bruxellois en lien avec les spécificités de chaque commune et de son tissu urbain, en dehors d'un cadre figé et purement théorique ;
- De permettre une accessibilité et une proximité pertinentes sur l'ensemble du territoire bruxellois, en envisageant aussi, à titre subsidiaire, la possibilité de mettre en place des distributeurs automatiques de billets mobiles dans certaines situations ;
- D'y inclure la possibilité de réaliser un certain nombre d'opérations tel que des virements ou des consultations de soldes et d'extraits de compte dans les distributeurs automatiques de billets mobiles ;
- Si nécessaire, de saisir le Comité de concertation sur le sujet de l'accessibilité et de la proximité pertinentes des distributeurs automatiques de billets en Région de Bruxelles-Capitale ;
- D'encourager les banques à renforcer l'information et les formations de leurs clients concernant les services numériques; si besoin, en concertation avec les associations d'utilisateurs (personnes à mobilité réduite, aînés...) ;
- D'insister auprès du consortium Batopin (Belgian ATM optimisation initiative) sur l'importance d'une concertation avec les autorités locales et les associations de consommateurs, incluant la coentreprise JoFiCo (Joint Financial Company) et Bpost, pour la localisation des distributeurs automatiques de billets aux endroits stratégiques dans les communes afin d'assurer, en toute sécurité pour les usagers, les meilleurs accès et disponibilités répondant aux réels besoins des citoyens ;
- De poursuivre les discussions avec Febelfin dans le cadre des projets Batopin et Jofico afin d'assurer un accès à l'argent liquide, un coût des retraits raisonnable et un service bancaire de proximité optimal pour tous les citoyens ;
- De solliciter auprès de la Banque nationale de Belgique (BNB) la transparence financière du coût actuel des distributeurs automatiques de billets des acteurs associés au réseau Batopin et du coût futur du réseau Batopin à l'horizon 2024 ;
- D'assurer la mise en place d'un débat démocratique sur l'avenir des services bancaires et la digitalisation de l'économie afin de renforcer la compréhension et l'adhésion des citoyens dans la transition numérique ;
- D'inviter les associations des villes et communes, les associations représentatives des consommateurs et commerçants et Bpost aux discussions portant sur les projets Batopin et Jofico, afin que leur avis et leur expertise soient pris en considération lors du choix des emplacements des distributeurs automatiques de billets ;

2. Demande au Gouvernement de la Région Bruxelloise :

- De commander une étude à l'Institut bruxellois de statistiques et analyses (IBSA) visant à définir, en partenariat avec la Banque nationale de Belgique, Brulocalis, Test-Achats, Financité et toute autre association concernée, le nombre minimum de distributeurs automatiques de billets pour le territoire bruxellois, par commune et par quartier considérant l'objectif d'une "ville à 10 minutes" mais aussi afin d'analyser l'impact de la baisse de recettes communales bruxelloises à l'horizon 2024 suite à la disparition progressive des

distributeurs de billets automatiques dans le cadre du projet Batopin ;

- De demander aux agences économiques Bruxelloises et à Perspective.Brussels de développer une stratégie de prospection de lieux d'implantation pouvant accueillir des distributeurs de billets en Région bruxelloise ;
- D'examiner et encourager les initiatives visant à garantir une couverture géographique et une accessibilité des distributeurs et services bancaires de base ;
- D'Assurer que l'ouverture de ces distributeurs de billets soit garantie entre 6 et 22h 7j/7j ;
- De veiller, en concertation avec les secteurs concernés, à ce qu'un distributeur automatique de billets soit disponible pour chaque Bruxellois.es à une distance de maximum 10 minutes à pied de son domicile et en nombre suffisant pour éviter les files d'attente et les appareils rapidement vides. Et ce en tenant compte de l'étude de Perspective.brussels à ce propos ;
- De veiller à l'accessibilité des distributeurs automatiques de billets pour les publics âgés, les personnes porteuses de handicap, et les plus fragilisés ;

3. Demande au Collège des Bourgmestre et Échevins :

- De faire sienne la présente motion ;
- Mettre en place toute mesure nécessaire afin de faciliter, notamment au niveau des permis d'urbanisme, l'implantation de distributeurs de billets (incluant les services bancaires) et particulièrement pour les personnes âgées, en situation de handicap, ou fragilisées (porte d'accès, présence d'éventuelles marches, hauteur des écrans, ...) ;
- Poursuivre les discussions en cours pour installer de nouveaux distributeurs afin de couvrir tous les quartiers de la Commune tenant compte de la couverture des quartiers des communes limitrophes ;
- De continuer à développer les formations en informatique, pour les habitants en situation de fracture numérique, grâce à des technologies performantes et un bon encadrement pédagogique ;
- D'informer et de transmettre la présente motion au Premier Ministre, au Vice-Premier ministre et ministre de l'Economie et du Travail, au gouvernement bruxellois, au gouvernement flamand, au gouvernement wallon, à la Conférences des bourgmestres, à Febelfin et aux banques partenaires du projet Batopin et Jofico.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Secretariaat

Motie die oproept tot de toegankelijkheid en de nabijheid van geldautomaten in de gemeente Oudergem

De gemeenteraad,

Gelet op de Europese richtlijn 2019/882 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten en diensten;

Gelet op de wet van 24 maart 2003, gewijzigd door de wet van 1 april 2007, tot instelling van een basis-bankdienst en tot oplegging aan de banken van een gegarandeerde bankdienst;

Gelet op het federale actieplan Handicap 2021 – 2024 dat voorziet dat, in overleg met de financiële sector (waaronder Febelfin) overeenkomsten zullen afgesloten worden aangaande de toegankelijkheid, onder andere wat betreft de nabijheid van het banknet en van de geldautomaten;

Gelet op het doel van de richtlijn 2019/882 een bijdrage te leveren tot het goed functioneren van de interne markt middels onderlinge aanpassing van de wettelijke, reglementaire en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten inzake de toegankelijkheidsvoorschriften voor bepaalde producten en diensten, met inbegrip van betaalterminals en bepaalde selfserviceterminals zoals geldautomaten, in het bijzonder door belemmeringen voor het vrije verkeer van bepaalde toegankelijke producten en diensten ten gevolge van uiteenlopende toegankelijkheidsvoorschriften in de lidstaten, weg te nemen en te voorkomen;

Dat uiterlijk tegen 28 juni 2022 de richtlijn 2019/882 dient omgezet te zijn in de nationale wetgeving van de landen van de Europese Unie;

Overwegende dat cash geld veerkrachtig is, de financiële inclusie bevordert en voor sommige gezinnen een steun voor besparingen blijft en dat de toegankelijkheid tot cash geld derhalve een uitdaging is voor de democratische samenleving en voor de bescherming van het privéleven;

Overwegende dat een onredelijke verwijdering van de geldautomaten een groter probleem vormt voor personen met een beperkte mobiliteit, bejaarden, gehandicapten of voor hen die getroffen zijn door de digitale kloof, die niet actief zijn op het internet en geen gebruik maken van digitale bankdiensten;

Overwegende dat het verdwijnen van geldautomaten problemen zal vormen voor de uitbating van veel handelszaken, onder andere kleinhandel, tuinbouwers, ambulante handelaars, kermisactiviteiten of cafés;

Gelet op de basisbankdiensten zoals gedefinieerd in hoofdstuk 8 van titel 3 Betaaldiensten, de artikelen VII.56/1 tot VII.59/3 boek VII Wetboek van economisch recht, waaronder volgende verrichtingen vallen: "deposito's, geldafhalingen, overschrijvingen, permanente opdrachten, domiciliëringen, uitvoering van betalingsverrichtingen met een betaalkaart of soortgelijk instrument" ;

Overwegende dat, volgens de Europese Centrale Bank, 15% van de Belgen in 2020 van mening was dat het in ons land tamelijk moeilijk of heel moeilijk is om toegang te hebben tot een geldautomaat, juist na Malta (21%), Griekenland (17%) en Litouwen (16%);

Overwegende dat 58% van de betalingen en 33% van de waarde van alle transacties die in 2019 door particulieren zijn uitgevoerd, in België nog gebeurd zijn met cash geld;

Overwegende dat de vermindering van het aantal bankkantoren op het volledige nationale grondgebied op een versnelde manier doorgaat en op 20 jaar tijd 66,81% van de kantoren dreigt te verdwijnen;

Overwegende dat tussen 2008 en 2020 het aantal bankkantoren in België gedaald is van 8.259 naar 4.232;

Overwegende dat de dekkingsgraad van de banken verschillend is in de drie gewesten. In 2020 was 68,19% van de bankkantoren gevestigd in het Vlaams Gewest tegenover 25,5% in het Waals Gewest en 6,31% in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat er eind 2020 6.912 geldautomaten waren, verdeeld over 3.995 plaatsen. Volgens de voorspellingen van de Nationale Bank zullen dit er eind 2025 nog 4.037 zijn, verspreid over 2.204 plaatsen;

Overwegende dat het consortium Batopin aankondigt dat zij voor 95% van de Belgen de toegang willen verzekeren tot een geldautomaat op minder dan vijf kilometer van hun woonst terwijl 98% van de Belgen momenteel toegang hebben tot een geldautomaat op minder dan vijf kilometer van hun woonst en 60% op minder dan één kilometer van hun woonst;

Overwegende dat, volgens de Koning Boudewijnstichting, vier burgers op tien

dreigen terecht te komen in een toestand van digitale kwetsbaarheid, in het bijzonder alleenstaande vrouwen, ouderen en zij die socio-economisch en cultureel minder begunstigd zijn;

Overwegende dat de digitalisering van het bankwezen (internet en mobile) zich verder doorzet, wat voor velen een positieve vooruitgang is onder andere wat betreft toegang tot rekeningen en bankverrichtingen;

Maar dat velen zich toch uitgesloten voelen van de digitalisering van de bankdiensten, voor wie deze digitalisering een bijkomend obstakel is voor financiële autonomie;

Dat bovendien het aantal toestellen die toelaten overschrijvingen te doen of rekeningen te raadplegen reeds verschillende jaren vermindert, -39,68% tussen 2018 en 2020;

Gelet op de lancering in 2019 door het Brussels Gewest van het label OCR (openbare computerruimte), een garantie voor kwaliteit en erkenning voor de OCR's die voldoen aan een aantal criteria: aantal uren dat zij geopend zijn, aantal uren opleiding, aanwezigheid van een gekwalificeerde animator, aangepast materiaal;

Dat de gemeente Oudergem beschikt over een nabijgelegen openbare computerruimte die aan de bewoners IT-apparatuur ter beschikking stelt die is aangesloten op het internet, printers en ook een opleidingsprogramma rond kantoorautomatisering en multimedia, initiatie- en vervolmakingsstages voor kinderen;

Overwegende dat het gewestelijk plan voor duurzame ontwikkeling het Gewest opneemt in het perspectief "De stad op 10 minuten" waardoor het voor de burgers mogelijk moet zijn om in deze straal nabijheidsdiensten te vinden die in het dagelijks leven onontbeerlijk zijn, zoals geldautomaten, zonder toevlucht te moeten nemen tot overbodige verplaatsingen;

Overwegende dat een beperkte toegankelijkheid tot geldautomaten in de Hoofdstad van Europa nadelig kan zijn voor het toerisme en de daarmee gepaard gaande handel die daar gewoonlijk van geniet;

Overwegende dat de banksector herhaaldelijk overheidssteun gekregen heeft en opdrachten van algemeen belang heeft;

Overwegende dat de gezondheidscrisis de digitalisering van het bankwezen versneld heeft door de sluiting van de kantoren tijdens de lockdown en de handhaving door meerdere banken, na de opheffing van de gezondheidsmaatregelen, van de verplichting een afspraak te maken;

Overwegende echter dat, sinds 2003, de wetgeving het beginsel huldigt van de basisbankdienst om op die manier velen toe te laten een zichtrekening te hebben bij een bank en zo over te gaan tot deposito's en geldafhalingen, overschrijvingen, permanente opdrachten, domiciliëringen, betalingsverrichtingen met een betaalkaart of soortgelijk instrument;

Overwegende dat vanaf 1 januari 2022 de maximale kost van de basisbankdienst 17,26 euro bedraagt;

Dat volgens de informatie meegedeeld door Ombudsfin het aantal basisrekeningen geopend in 2020 9.442 bedraagt, op een totaal van 23.089 basisrekeningen;

Dat rekening houdend met het geringe aantal basisbankrekeningen voor de in aanmerking komende bevolking in België, meerdere actoren herhaaldelijk het gebrek aan openbaarheid van de basisbankdienst aanklagen;

Overwegende ook dat sinds 1 januari 2022, de universele bankdienst (UBD) in werking is getreden waardoor personen die problemen hebben met de digitale technologieën toch overschrijvingen kunnen doen aan een redelijk tarief (maximaal 60 euro per jaar), en met begrenzing van de kosten van de bankuittreksels die via de post verzonden worden;

Dat de universele bankdienst de kwestie niet regelt van de toegang tot bankdiensten voor zij die niet gedigitaliseerd zijn;

Gelet op het project "Batopin" van 4 grote banken met als doel dat 95% van de bevolking toegang heeft tot een geldautomaat binnen een straal van maximaal 5

kilometer;

Dat dit project beoogt de geldautomaten in de kantoren af te schaffen en te vervangen door bankneutrale geldautomaten waardoor het aantal automaten tussen nu en 2024-2025 zou dalen;

Gelet op het project van de joint venture "Jofico", bestaande uit vijf meer bescheiden bankinstellingen, met als doel het creëren van schaalvoordelen, onder andere op het niveau van onderhoud van toestellen of van systeemsoftware zonder het aantal geldautomaten te verminderen;

Overwegende dat er sinds 2 december 2021 onderhandelingen gevoerd worden tussen de federale regering en Febelfin met de bedoeling in de zomer van 2022 een sectoraal protocol te hebben of, bij ontstentenis daarvan, een bindende wet;

Overwegende echter dat in het kader van het zevende beheerscontract tussen de Belgische Staat en Bpost, laatstgenoemde zich ertoe verbindt minstens 350 geldautomaten te behouden in de postkantoren en deze uitrusting te verzekeren in alle gemeentes waar deze dienst momenteel niet door een andere financiële instelling geboden wordt;

Overwegende dat de vier banken van het consortium Batopin 73% van de geldautomaten in België bezitten en hun project tot rationalisering kan leiden tot de verdwijning van 38 % tot 44 % van de geldautomaten van het nationaal grondgebied;

Overwegende dat het consortium Batopin thans niet garandeert dat hun toekomstige automaten tussen 6 en 22 uur toegankelijk zijn, basisbankdiensten aanbieden en geen meerkost toepassen op de geldafhalingen;

Overwegende dat een geografische dekking en de openingsuren van de geldautomaten en van de basisbankdiensten gegarandeerd moeten zijn;

Overwegende dat bijzondere aandacht moet geschonken worden aan de praktische toegankelijkheid van deze toekomstige bankneutrale automaten (toegangsdeur, eventuele trappen, hoogte van de schermen, ...);

Gelet op de afschaffing in de laatste jaren van bankkantoren en geldautomaten in alle wijken van de gemeente met uitzondering van het Pinoyplein;

Overwegende dat de toegang tot cash geld, onder andere op een redelijke afstand van de woonst, een recht is voor de burgers dat beschermd dient te worden;

1. Vraagt aan de federale regering:

- Een bevroering van de lopende projecten tot rationalisering van de netwerken van geldautomaten;
- Wat betreft de uitrol van de geldautomaten: verzekeren van een netwerk van geldautomaten op het Brussels grondgebied volgens de eigenheden van elke gemeente en haar stedelijk weefsel, buiten een welomlijnd en puur theoretisch kader;
- Op het volledige grondgebied van Brussel een pertinente toegankelijkheid en nabijheid toe te laten met, in ondergeschikte orde, de mogelijkheid om in bepaalde omstandigheden mobiele geldautomaten te voorzien;
- De mogelijkheid te voorzien om aan de hand van mobiele geldautomaten een bepaald aantal verrichtingen uit te voeren zoals overschrijvingen of raadplegen van het saldo of opvragen van rekeninguittreksels;
- Wanneer nodig het Overlegcomité te raadplegen aangaande de pertinente toegankelijkheid en nabijheid van geldautomaten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- De banken aan te moedigen om hun klanten meer te informeren en op te leiden aangaande de digitale diensten: indien nodig, in overleg met de verenigingen van gebruikers (personen met een beperkte mobiliteit, bejaarden...);
- Bij het consortium Batopin (Belgian ATM optimisation initiative) aandringen

op het belang van overleg met de plaatselijke autoriteiten en de verenigingen van gebruikers, inclusief de joint venture JoFiCo (Joint Financial Company) en Bpost voor de plaatsing van de geldautomaten op strategische plaatsen in de gemeentes om zo, in alle veiligheid voor de gebruikers, de beste toegang ervan te verzekeren en beschikbaarheden die overeenkomen met de werkelijke noden van de burgers;

- De gesprekken met Febelfin in het kader van de projecten Batopin en Jofico verder te zetten om de toegang tot cash geld, een redelijke kost voor geldafhalingen en een optimale nabije bankdienst voor alle burgers te verzekeren;
- Aan de Nationale Bank van België (NBB) transparantie te vragen van de huidige kost van geldautomaten van de actoren aangesloten bij het Batopin-netwerk en van de toekomstige kost van het Batopin-netwerk tegen 2024;
- Een democratisch debat te organiseren over de toekomst van de bankdiensten en de digitalisering van de economie om het begrip en het inzicht van de burgers in de digitale transitie te versterken;
- De verenigingen van de steden en gemeenten, de verenigingen die de consumenten en handelaars vertegenwoordigen en Bpost uit te nodigen voor de besprekingen aangaande de projecten Batopin en Jofico zodat rekening gehouden kan worden met hun adviezen en expertise bij de bepaling van de plaatsen waar geldautomaten moeten komen;

2. Vraag aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om:

- Bij het Brussels Instituut voor Statistiek en Analyse (BISA) een onderzoek te bestellen om, in partnerschap met de Nationale Bank van België, Brulocalis, Test Aankoop, Financité en alle andere betrokken verenigingen, het minimumaantal geldautomaten op het Brussels grondgebied vast te leggen, per gemeente en per wijk rekening houdend met het doel van een "stad op 10 minuten" maar ook om de impact te onderzoeken van de daling van de gemeentelijke inkomsten in Brussel tegen 2024 als gevolg van de progressieve verdwijning van de geldautomaten in het kader van het Batopin-project;
- Aan de economische agentschappen in Brussel en aan perspective.brussels vragen een strategie te ontwikkelen voor de prospectie van plaatsen van inplanting van geldautomaten in het Brussels Gewest;
- Initiatieven om een geografische dekking en toegankelijkheid van geldautomaten en basisbankdiensten te bestuderen en aan te moedigen;
- De opening van deze geldautomaten tussen 6 en 22 uur 7d/7d te verzekeren;
- In overleg met de betrokken sectoren erop toe te zien dat voor elke Brusselaar een geldautomaat ter beschikking is op hoogstens 10 minuten wandelafstand van de woning en dat er voldoende toestellen zijn om lange wachtrijen en snelle lege toestellen te voorkomen. Dit alles rekening houdend met de studie van perspective.brussels hierover;
- Ervoor te zorgen dat de geldautomaten toegankelijk zijn voor bejaarden, gehandicapten en de meest kwetsbaren;

3. Vraag aan het college van burgemeester en schepenen om:

- Deze motie te steunen.
- Alle maatregelen te nemen om, onder andere op het niveau van stedenbouwkundige vergunningen, de plaatsing van geldautomaten (met inbegrip van bankdiensten) te vergemakkelijken en in het bijzonder voor

bejaarden, gehandicapten of kwetsbaren (toegangsdeur, eventuele trappen, hoogte van de schermen, ...);

- De gesprekken verder te zetten die lopen over de plaatsing van nieuwe verdelers om alle wijken van de gemeente te dekken, rekening houdend met de dekking van de wijken van de aangrenzende gemeenten;
- Verder informaticaopleidingen te ontwikkelen voor de bewoners die geen internet gebruiken, aan de hand van betere technologieën en een goede pedagogische begeleiding;
- De eerste minister, de vice-eersteminister en de minister van Economie en Arbeid, de Brusselse regering, de Vlaamse regering, de Waalse regering, de Conferentie van burgemeesters, Febelfin en de banken die partner zijn bij de projecten Batopin en Jofico, te informeren en hen deze motie te bezorgen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

Levée de la séance à 21:20
Opheffing van de zitting om 21:20

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin